



**PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°64-2024-032

PUBLIÉ LE 1 FÉVRIER 2024

# Sommaire

## **Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités / Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités - Accompagnement des entreprises en développement et des salariés**

64-2024-01-22-00008 - Cessation d'activité des services à la personne  
GUIEU-TERRIER Hélène (1 page) Page 4

64-2024-01-22-00009 - Cessation d'activité des services à la personne  
MEMBREDE Romain (1 page) Page 6

64-2024-01-22-00007 - Récépissé de déclaration modificative pour les  
services à la personne All4home Pau suite à déménagement de  
l'établissement principal (2 pages) Page 8

64-2024-01-26-00006 - Récépissé de déclaration pour les services à la  
personne SAMINADIN Natacha (2 pages) Page 11

## **Direction Départementale de la Protection des Populations des Pyrénées-Atlantiques / Direction Départementale de la Protection de la Population - Santé protection animale et environnement**

64-2024-01-31-00004 - Arrêté portant nomination d'un vétérinaire sanitaire  
(ESOAIN Sabine) (2 pages) Page 14

## **Direction Départementale des Finances Publiques des Pyrénées-Atlantiques / Direction Départementale des Finances Publiques - Secrétariat de Direction**

64-2024-02-01-00002 - Délégations de signature SIP d'Oloron-Sainte-Marie  
01-02-2024 (3 pages) Page 17

## **Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Pyrénées-Atlantiques / Direction Départementale des Territoires et de la Mer - DML Administration de la Mer**

64-2024-01-29-00002 - Arrêté portant autorisation d'occupation temporaire  
du domaine public fluvial??Abrogation??Navigation Intérieure - Nive - Rive  
droite - PK 50.550??Commune de Villefranque??Pétitionnaire: BELORGEY  
Serge (2 pages) Page 21

64-2024-01-29-00003 - Arrêté portant autorisation d'occupation temporaire  
du domaine public fluvial??Navigation Intérieure - Nive - Rive droite - PK  
50.550??Commune de Villefranque??Pétitionnaire: BELORGEY Marie-Chloé  
(8 pages) Page 24

## **Direction Interdépartementale des Routes Atlantique de Bordeaux / Direction Interdépartementale des Routes Atlantique - Mission Maîtrises d'Ouvrages**

64-2024-01-26-00003 - Arrêté permanent n°2023-perm-olo-005 du 26  
janvier 2024??réglementant la circulation au droit des chantiers courants  
et lors des interventions d'urgence??sur le réseau routier national hors  
agglomération du département des Pyrénées-Atlantiques??géré par la  
Direction interdépartementale des routes Atlantique (6 pages) Page 33

## **Direction Régionale des douanes de Bayonne /**

64-2024-01-12-00008 - Decision délégations (59 pages) Page 40

## **Préfecture des Pyrénées-Atlantiques / Préfecture des Pyrénées-Atlantiques - Direction de la Citoyenneté de la Légalité et du Développement Territorial**

64-2024-01-30-00003 - AP portant habilitation dans le domaine funéraire à Mauléon-Licharre (1 page) Page 100

64-2024-01-30-00005 - Arrêté fixant la composition de la commission de contrôle des listes électorales de la commune de MAZEROLLES (1 page) Page 102

64-2024-01-30-00004 - Arrêté fixant la composition de la commission de contrôle des listes électorales de la commune d **??**OUSSE (1 page) Page 104

64-2024-01-26-00005 - Arrêté interpréfectoral portant modification des statuts du syndicat mixte "IRRIGADOUR" (18 pages) Page 106

64-2024-01-30-00007 - Arrêté modificatif de l arrêté du 28 août 2023 fixant la répartition des électeurs en bureaux de vote pour les élections politiques **??**(période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024) - Commune de DENGUIN (1 page) Page 125

64-2024-01-26-00004 - Arrêté préfectoral portant transfert du siège social du SIAMS de la vallée d'Aspe (3 pages) Page 127

## **Préfecture des Pyrénées-Atlantiques / Préfecture des Pyrénées-Atlantiques - Secrétariat Général des Affaires Départementales**

64-2024-01-30-00008 - AP de DUP **??**CAPBP: Projet aménagement de terrains familiaux pour l'accueil des gens du voyage sur la commune de Jurançon (5 pages) Page 131

## **Préfecture des Pyrénées-Atlantiques / Préfecture des Pyrénées-Atlantiques - Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles**

64-2024-01-23-00014 - AP portant interdiction de sortie à l'échangeur n°1 sur l'autoroute A63 pour les poids-lourds dans le sens France-Espagne (4 pages) Page 137

## **Préfecture des Pyrénées-Atlantiques / Secrétariat Général Commun des Pyrénées-Atlantiques - Ressources Humaines**

64-2024-01-30-00006 - AP portant modification de la composition du CSA (1 page) Page 142

## **Sous-préfecture d'Oloron Sainte Marie /**

64-2024-01-30-00002 - Arrêté fixant la composition de la commission de contrôle des listes électorales de la commune d'Aste-Béon (1 page) Page 144

64-2024-01-31-00001 - Arrêté fixant la composition de la commission de contrôle des listes électorales de la commune de Gestas (1 page) Page 146

64-2024-01-31-00002 - Arrêté fixant la composition de la commission de contrôle des listes électorales de la commune de Licq-Atherey (1 page) Page 148

## **Sous-Préfecture de Bayonne /**

64-2024-01-29-00001 - Arrêté préfectoral portant composition de la commission de contrôle des listes électorales de la commune de Beyrie-sur-Joyeuse (2 pages) Page 150

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail  
et des Solidarités

64-2024-01-22-00008

Cessation d'activité des services à la personne  
GUIEU-TERRIER Hélène



PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES  
*Liberté, Egalité, Fraternité*

Direction Départementale de l'Emploi,  
du Travail et des Solidarités du département des  
Pyrénées-Atlantiques

Cité Administrative  
CS 67566  
64080 PAU Cedex

Madame GUIEU-TERRIER Hélène  
2 rue Bénéjacq

64800 COARRAZE

Réf : AF/AF

Affaire suivie par : Sabine RIEDEL  
Contact : uniquement par courriel :  
ddets-sap@pyrenees-atlantiques.gouv.fr

Madame,

Vous avez déposé une demande de gestion administrative via l'application NOVA 2 en date du 13 décembre 2023 portant à notre connaissance votre décision de cesser les activités de votre organisme enregistré dans nos services sous le N° **SAP753953207**.

Je vous confirme que votre demande a été validée en date du 22 janvier 2024.

Ainsi, à compter de cette date, vous n'êtes plus déclarée en tant qu'organisme de services à la personne. De ce fait, les avantages fiscaux et sociaux associés à votre déclaration d'activités sont supprimés et je vous demande d'en avertir, pour le cas où vous ne l'auriez pas encore fait, les bénéficiaires de vos prestations. De même, vous n'avez plus aucune obligation relative aux services à la personne (statistiques).

Je reste à votre entière disposition pour vous apporter toute information complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Fait à Pau, le 22 janvier 2024

P/ le Préfet des Pyrénées-Atlantiques,  
et par subdélégation,  
La Directrice Départementale Adjointe  
de l'Emploi, du Travail et des Solidarités

Corinne COULON

Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités  
du département des Pyrénées-Atlantiques  
Cité Administrative – CS 67566 – 64080 PAU CEDEX  
Travail et entreprises : 05 59 14 80 30  
Solidarités et inclusion : 05 47 41 33 10  
[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr) - [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail  
et des Solidarités

64-2024-01-22-00009

Cessation d'activité des services à la personne  
MEMBREDE Romain



PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES  
*Liberté, Égalité, Fraternité*

Direction Départementale de l'Emploi,  
du Travail et des Solidarités du département des  
Pyrénées-Atlantiques

Cité Administrative  
CS 67566  
64080 PAU Cedex

Monsieur MEMBREDE Romain  
25 allée Docteur Robert Lafon  
Rés. Estrella – Appartement 304

64100 BAYONNE

Réf : AF/AF

Affaire suivie par : Sabine RIEDEL  
Contact : uniquement par courriel :  
ddets-sap@pyrenees-atlantiques.gouv.fr

Monsieur,

Vous avez déposé une demande de gestion administrative via l'application NOVA 2 en date du 14 décembre 2023 portant à notre connaissance votre décision de cesser les activités de votre organisme enregistré dans nos services sous le N° **SAP882904303**.

Je vous confirme que votre demande a été validée en date du 22 janvier 2024.

Ainsi, à compter de cette date, vous n'êtes plus déclaré en tant qu'organisme de services à la personne. De ce fait, les avantages fiscaux et sociaux associés à votre déclaration d'activités sont supprimés et je vous demande d'en avertir, pour le cas où vous ne l'auriez pas encore fait, les bénéficiaires de vos prestations. De même, vous n'avez plus aucune obligation relative aux services à la personne (statistiques).

Je reste à votre entière disposition pour vous apporter toute information complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Fait à Pau, le 22 janvier 2024

P/ le Préfet des Pyrénées-Atlantiques,  
et par subdélégation,  
La Directrice Départementale Adjointe  
de l'Emploi, du Travail et des Solidarités

Corinne COULON

Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités  
du département des Pyrénées-Atlantiques  
Cité Administrative – CS 67566 – 64080 PAU CEDEX  
Travail et entreprises : 05 59 14 80 30  
Solidarités et inclusion : 05 47 41 33 10  
[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr) - [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail  
et des Solidarités

64-2024-01-22-00007

Récépissé de déclaration modificative pour les  
services à la personne All4home Pau suite à  
déménagement de l'établissement principal



PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Récépissé de déclaration modificative d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP887740942**

Vu le Code du travail et notamment les articles L 7231-1 à L 7233-2, R 7232-16 à R 7232-22, D 7231-1 et D 7233-1 à D 7233-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 64-2023-03-01-00002 du 1<sup>er</sup> Mars 2023 de M. Julien CHARLES, Préfet des Pyrénées-Atlantiques donnant délégation de signature à MME. VIAL Hélène, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ;

Vu l'arrêté n° 64-2023-03-06-00013 du 06 Mars 2023 de Mme VIAL Hélène, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques donnant subdélégation de signature à Mme Corinne COULON, en qualité de Directrice Départementale Adjointe de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ;

**Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques**

**Constate :**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès du service instructeur de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques à Pau, le 07 septembre 2020 par Monsieur AUMAND Stéphen en qualité de dirigeant pour l'organisme « All4home Pau » dont l'établissement principal est situé 11 rue Maréchal Foch – 64000 PAU et enregistré sous le **N° SAP887740942** pour les activités suivantes :

**Activités relevant de la déclaration et exercées uniquement en mode prestataire :**

- Garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile
- Soutien scolaire ou cours à domicile
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans dans leurs déplacements
- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Petits travaux de jardinage
- Travaux de petit bricolage
- Préparation de repas à domicile
- Livraison de repas à domicile
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé
- Livraison de courses à domicile
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires à domicile
- Assistance informatique à domicile
- Assistance administrative à domicile.

Qu'une demande de gestion administrative portant le numéro MAJ9360 a été déposée via l'application NOVA en date du 04 janvier 2024 par Monsieur AUMAND Stéphen en qualité de gérant pour l'organisme « All4home Pau » auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques nous informant du déménagement de sa structure.

Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités  
du département des Pyrénées-Atlantiques  
Cité Administrative – CS 67566 – 64080 PAU CEDEX  
Travail et entreprises : 05 59 14 80 30  
Solidarités et inclusion : 05 47 41 33 10  
[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr) - [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

**Désormais, à compter du 03 octobre 2022, l'implantation de cet organisme est la suivante :**

**- 56B rue Castetnau  
64000 PAU**

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L 7233-2 du Code du travail et L 241-10 du Code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du 03 octobre 2022.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R 7232-20 à R 7232-22 du Code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Pau, le 22 janvier 2024

Pour le Préfet des Pyrénées Atlantiques,  
et par subdélégation,

La Directrice Départementale Adjointe de  
l'Emploi, du Travail et des Solidarités,



CORINNE COULON

Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités  
du département des Pyrénées-Atlantiques  
Cité Administrative – CS 67566 – 64080 PAU CEDEX  
Travail et entreprises : 05 59 14 80 30  
Solidarités et inclusion : 05 47 41 33 10  
[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr) - [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail  
et des Solidarités

64-2024-01-26-00006

Récépissé de déclaration pour les services à la  
personne SAMINADIN Natacha

## LE PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

### Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP950881268

Vu le Code du travail et notamment les articles L 7231-1 à L 7231-2, R 7232-16 à R 7232-22 et D 7233-1 à D 7233-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 64-2023-03-01-00002 du 1<sup>er</sup> Mars 2023 de M. Julien CHARLES, Préfet des Pyrénées-Atlantiques donnant délégation de signature à Madame VIAL Hélène, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ;

Vu l'arrêté n° 64-2023-03-06-00013 du 06 Mars 2023 de Mme VIAL Hélène, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques donnant subdélégation de signature à Mme Corinne COULON, en qualité de Directrice Départementale Adjointe de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques ;

#### Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques

##### Constata :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée le 08 octobre 2023 auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du département des Pyrénées-Atlantiques par Madame SAMINADIN Natacha en qualité de dirigeante pour l'organisme SAMINADIN Natacha dont l'établissement principal est situé 50 rue Berlioz – 64000 PAU et enregistré sous le **N°SAP950881268** pour les activités suivantes :

##### Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Livraison de courses à domicile.

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L 7233-2 du Code du travail et L 241-10 du Code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Sous réserve des dispositions de l'article R 7232-18 du Code du travail, les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration, soit le 08 octobre 2023.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R 7232-20 à R 7232-22 du Code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Pau, le 26 janvier 2024

Pour le Préfet des Pyrénées-Atlantiques,  
et par subdélégation,  
La Directrice Départementale Adjointe de l'Emploi,  
du Travail et des Solidarités,

  
CORINNE COULON

Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités  
du département des Pyrénées-Atlantiques  
Cité Administrative – CS 67566 – 64080 PAU CEDEX  
Travail et entreprises : 05 59 14 80 30  
Solidarités et inclusion : 05 47 41 33 10

[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr) - [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)



Direction Départementale de la Protection des  
Populations des Pyrénées-Atlantiques

64-2024-01-31-00004

Arrêté portant nomination d'un vétérinaire  
sanitaire (ESOAIN Sabine)

**ARRETE n°  
PORTANT NOMINATION D'UN  
VETERINAIRE SANITAIRE**

**LE PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES  
Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 203-1 à L. 203-7, L. 223-6, R. 203-1 à R. 203-15 et R. 242-33.

**Vu** le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980, modifié par le décret n° 90-1033 du 19 novembre 1990 et par le décret 2003-768 du 1<sup>er</sup> août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;

**Vu** le décret du 5 octobre 2022 nommant M. Julien CHARLES, préfet des Pyrénées-Atlantiques ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 2017 nommant M. Alain MESPLÈDE, Directeur départemental de la protection des populations des Pyrénées-Atlantiques ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 10 janvier 2022 renouvelant M. Alain MESPLÈDE dans ses fonctions de directeur départemental de la protection des populations des Pyrénées-Atlantiques ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°64-2022-10-24-00014 du 24 octobre 2022 donnant délégation de signature à M. Alain MESPLÈDE, directeur départemental de la protection des populations des Pyrénées-Atlantiques ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 64-2022-10-24-00048 du 24 octobre 2022 du directeur départemental de la protection des populations portant subdélégation de signature ;

**Vu** la demande présentée par Madame Sabine ESOAIN née le 13/07/1994 à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) et domiciliée professionnellement à Urrugne (64122) ;

**Considérant** que Madame Sabine ESOAIN remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'habilitation sanitaire prévue à l'article L. 203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribué pour une durée de cinq ans à Madame **Sabine ESOAIN** docteur vétérinaire administrativement domiciliée à Urrugne (64122).

**Article 2 :**

Dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par période de cinq années tacitement reconduites sous réserve de justifier, à l'issue de chaque période de cinq ans, du respect des obligations de formation continue prévues à l'article R. 203-12.

**Article 3 :**

Madame **Sabine ESOAIN** s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

**Article 4 :**

Madame **Sabine ESOAIN** pourra être appelée par le préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels elle a été désignée vétérinaire sanitaire. Elle sera tenue de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

**Article 5 :**

Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R. 203-15, R. 228-6 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

**Article 6 :**

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification :

. soit par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision, ou par recours hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être déférée au tribunal administratif compétent dans les deux mois suivants,

. soit par recours contentieux devant le tribunal administratif compétent par courrier ou par l'application informatique « Télérecours » accessible, sur le site « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Ces voies de recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

**Article 7 :**

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

Fait à PAU, le 31 janvier 2024

Le Préfet,  
Pour le Préfet des Pyrénées-Atlantiques  
et par subdélégation  
La cheffe de service santé, protection animales et environnement

Adeline LANTERNE

Direction Départementale des Finances  
Publiques des Pyrénées-Atlantiques

64-2024-02-01-00002

Délégations de signature SIP  
d'Oloron-Sainte-Marie 01-02-2024

Direction Départementale des finances publiques des Pyrénées Atlantiques

**Service des impôts des particuliers d'Oloron-Sainte-Marie**

**14 rue Adoue BP 139 , 64404 Oloron-Sainte-Marie**

## **DELEGATION DE SIGNATURE DE LA RESPONSABLE DU SIP D'OLORON-SAINTE-MARIE**

La comptable, responsable du service des impôts des particuliers d'Oloron-Sainte-Marie

Vu le code général des impôts, et notamment les articles 408 et 410 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

**Arrête :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Délégation de signature est donnée à

**- Monsieur Anthony LEROY, Inspecteur des Finances Publiques, adjoint au responsable du service des impôts des particuliers d'Oloron-Sainte-Marie**

à l'effet de signer :

1°) dans la limite de 60 000 €, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 60 000 € ;

3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant ;

4°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois ;

b) les avis de mise en recouvrement ;

c) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

d) tous actes d'administration et de gestion du service.

## Article 2

*(pour les agents exerçant des missions d'assiette)*

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

1°) dans la limite de 15 000 €, aux inspecteurs des finances publiques désignés ci-après :

--	--	--

2°) dans la limite de 10 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

ARHANCETEBEHÈRE Maïtena	LARREGLE Nadine	ROUSSEL Fanny
LARCHER Bernadette	Aitor ARANDIA	Jean-Michel CAPDAREST

3°) dans la limite de 2 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

MINVIELLE Marie-Josèphe	TYMKOW Fabrice	Benoit DABESCAT
-------------------------	----------------	-----------------

## Article 3

*(pour les agents exerçant des missions de recouvrement)*

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-après ;

2°) les décisions d'annulation relatives aux pénalités et aux frais de poursuite, dans la limite précisée dans le tableau ci-après ;

3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

4°) les avis de mise en recouvrement ;

5°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions gracieuses et d'annulation	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé	Limite des actes relatifs au recouvrement
LEROY Anthony	Inspecteur	15 000 €	12 mois	150.000 €	Sans limite
ARHANCETEBEHÈRE Maïtena	contrôleur	10 000 €	12 mois	100.000 €	Sans objet
MAYAN Yolène	agent	2 000 €	6 mois	20.000€	Sans objet
POUSTIS Carole	agent	2 000 €	6 mois	20.000€	Sans objet

#### Article 4

**Sans objet**

#### Article 5

En cas d'erreur manifeste commise par le contribuable lors de l'établissement de sa déclaration ou par le service lors de l'intégration d'une déclaration dans le système d'informations de l'administration, les inspecteurs ou contrôleurs des finances publiques mentionnés aux articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 peuvent prononcer le dégrèvement contentieux correspondant, quel qu'en soit le montant, y compris lorsque celui-ci excède le plafond de leur délégation.

#### Article 6

En cas d'absence ou d'empêchement de la soussigné(e), les agents des finances publiques désignés ci-après peuvent signer l'ensemble des décisions dans les conditions et limites de la propre délégation de signature du responsable :

Nom et prénom des agents	Grade
LEROY Anthony	Inspecteur

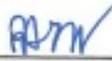
#### Article 7

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département des Pyrénées Atlantiques.

A Oloron-Sainte-Marie le 01/02/2024

La comptable, responsable du service des impôts des particuliers,

Muriel PAYRAMAURE  
Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques


Direction Départementale des Territoires et de  
la Mer des Pyrénées-Atlantiques

64-2024-01-29-00002

Arrêté portant autorisation d'occupation  
temporaire du domaine public fluvial  
Abrogation

Navigation Intérieure - Nive - Rive droite - PK  
50.550

Commune de Villefranque  
Pétitionnaire: BELORGEY Serge



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer  
Administration de la mer**

**Arrêté n°  
portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Abrogation**

Navigation Intérieure – Nive – Rive droite – PK 50.550  
Commune de Villefranque  
Pétitionnaire : BELORGEY Serge

**VU** le code général de la propriété des personnes publiques ;

**VU** le code du domaine de l'État ;

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, article L2215-4 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2023-07-12-00007, en date du 12 juillet 2023, donnant délégation de signature à M. Fabien MENU, directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques ;

**VU** la décision n° 64-2023-07-18-00001, en date du 18 juillet 2023, donnant subdélégation de signature administrative au sein de la direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques ;

**VU** l'attestation de décès en date du 11 août 2023 ;

**VU** l'arrêté n°64-2019-12-03-001 autorisant Monsieur BELORGEY Serge à occuper le domaine public fluvial ;

**VU** l'avis, en date du 25 janvier 2024, de M. le Directeur départemental des finances publiques des Pyrénées Atlantiques, fixant les conditions financières ;

**VU** l'autorisation de la commune de Villefranque suite au courrier de la DDTM 64 en date du 12 avril 2018 ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer ;

1 / 2

Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques  
Site d'Anglet – 19 avenue de l'Adour – 64600 ANGLET (accueil physique uniquement sur rendez-vous)  
Tél. (standard) : 05 59 52 59 70 – Fax : 05 59 63 08 57 – Mail : [ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr](mailto:ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr)  
[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr)

## ARRÊTE

### Article 1 : Abrogation de l'autorisation

L'autorisation octroyée à Monsieur BELORGEY Serge, demeurant 1455 chemin du Quartier-Bas, 64990 Villefranque, par arrêté en date du 3 décembre 2019 précité, pour maintenir et utiliser un ponton flottant sur la rive droite de la Nive, PK 50.550, commune de Villefranque, est abrogée à partir du 22 janvier 2024.

### Article 2 : Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### Article 3 : Voie de recours et délai

Cette décision peut être contestée devant le tribunal administratif territorialement compétant dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 4 : Exécution / notification

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques et le directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et des informations de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

Le directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques est chargé de notifier l'arrêté au permissionnaire.

Anglet le **29 JAN. 2024**

LE PRÉFET,  
Pour le Préfet et par subdélégation

L'administrateur principal des affaires maritimes  
Philippe PAQUIN  
Chef du service administration de la mer

2 / 2

Direction Départementale des Territoires et de  
la Mer des Pyrénées-Atlantiques

64-2024-01-29-00003

Arrêté portant autorisation d'occupation  
temporaire du domaine public fluvial  
Navigation Intérieure - Nive - Rive droite - PK  
50.550

Commune de Villefranque

Pétitionnaire: BELORGEY Marie-Chloé



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer  
Administration de la mer**

**Arrêté n°  
portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

Navigation Intérieure – Nive – Rive droite – PK 50.550  
Commune de Villefranque  
Pétitionnaire : BELORGEY Marie-Chloé

**VU** le code général de la propriété des personnes publiques ;

**VU** le code du domaine de l'État ;

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, article L2215-4 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2023-07-12-00007, en date du 12 juillet 2023, donnant délégation de signature à M. Fabien MENU, directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques ;

**VU** la décision n° 64-2023-07-18-00001, en date du 18 juillet 2023, donnant subdélégation de signature administrative au sein de la direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques ;

**VU** la demande, en date du 22 janvier 2024, de Madame BELORGEY Marie-Chloé, qui sollicite l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public fluvial pour l'installation d'un ponton flottant sur la commune de Villefranque ;

**VU** l'avis, en date du 25 janvier 2024, de M. le Directeur départemental des finances publiques des Pyrénées Atlantiques, fixant les conditions financières ;

**VU** l'avis, en date du 26 janvier 2024, du Syndicat Intercommunal de la Nive Maritime ;

**VU** l'autorisation de la commune de Villefranque suite au courrier de la DDTM 64 en date du 12 avril 2018 ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer ;

1 / 5

Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques  
Site d'Anglet – 19 avenue de l'Adour – 64600 ANGLET (accueil physique uniquement sur rendez-vous)  
Tél. (standard) : 05 59 52 59 70 – Fax : 05 59 63 08 57 – Mail : [ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr](mailto:ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr)  
[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr)

## ARRÊTE

### **Article premier** : Autorisation

Madame BELORGEY Marie-Chloé, ci-après dénommée le permissionnaire, demeurant 1455 chemin du Quartier-Bas, 64990 Villefranque, est autorisée à occuper temporairement le domaine public fluvial, pour installer et utiliser un ponton flottant sur la rive droite de la Nive, PK 50.550, commune de Villefranque, lieu-dit «Quartier-Bas», conformément au plan annexé.

L'installation est constituée comme suit :

- une passerelle articulée de 6 m de long par 0,80 m de large ancrée dans la berge sur un socle de béton de 1,70 m de long par 0,70 m de large ;
- un ponton flottant de 5 m de long par 1,50 m de large, retenu à la berge par 2 câbles métalliques croisés sous la passerelle.

L'ensemble, destiné à l'amarrage d'un bateau à titre privé, forme une emprise globale sur le domaine public fluvial de 14 m<sup>2</sup> environ.

L'installation devra être modifiée ou déplacée par le permissionnaire, à la première réquisition et indication de M. le Directeur départemental des territoires et de la mer, au cas où cette mesure serait nécessaire.

### **Article 2** : Durée de l'autorisation

L'autorisation est accordée pour une durée de cinq (5) ans à partir du 22 janvier 2024.

Elle cessera de plein droit, à cette échéance, si l'autorisation n'est pas renouvelée.

La demande de renouvellement devra être présentée au moins deux (2) mois avant son échéance.

### **Article 3** : Conditions spéciales

Le permissionnaire fera son affaire personnelle de toutes les autorisations exigibles par ailleurs.

Le permissionnaire s'engage à supporter les frais de toutes modifications de ses installations résultant de l'exécution des travaux d'entretien ou d'aménagement ; il s'engage à supporter toutes conséquences de quelque nature que ce soit de ces travaux sans pouvoir mettre en cause l'État ni élever de ce chef aucune réclamation ou demander aucune indemnité sous quelques formes que ce soit.

### **Article 4** : Redevance

Le permissionnaire paiera d'avance une redevance annuelle de deux-cent-vingt-neuf euros (229 €), payable à réception du titre de perception auprès du comptable spécialisé du Domaine (CSDOM).

Le paiement se fera :

- par internet sur le site [www.payfip.gouv.fr](http://www.payfip.gouv.fr), par carte bancaire ou par prélèvement unique sur compte bancaire ;

- par chèque à envoyer à un centre d'encaissement ;

- par virement ou prélèvement bancaire. Les références bancaires du CSDOM figurent ci-après :

BDDEFRPPCCT (BIC) FR46 30001000 64R7 5500 0000 013 (IBAN)

Le virement devra comporter les références de la facture CSPE NN 26XXXXXXXXXX, afin d'en permettre la correcte imputation.

En cas de retard dans le paiement, la redevance échue porte intérêt de plein droit au taux annuel applicable en matière domaniale conformément à l'article L 2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard.

La redevance sera révisée annuellement en fonction de l'évolution de l'indice des loyers des activités

2 / 5

Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques  
Site d'Anglet – 19 avenue de l'Adour – 64600 ANGLET (accueil physique uniquement sur rendez-vous)  
Tél. (standard) : 05 59 52 59 70 – Fax : 05 59 63 08 57 – Mail : [ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr](mailto:ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr)  
[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr)

tertiaires ( ILAT ) publié par l'INSEE intervenue pendant la période considérée.

#### **Article 5** : Entretien en bon état

L'installation visée dans la présente autorisation sera entretenue en bon état aux frais, risques et périls du permissionnaire, qui sera responsable de tous les dommages que cet ouvrage puisse entraîner, sur le site ou ailleurs, aux tiers ou au domaine public pour quelque motif que ce soit.

Le permissionnaire sera aussi tenu responsable de tous les dommages que pourraient entraîner tous les engins flottants amarrés à son installation.

Les abords immédiats de l'emplacement où se situe l'ouvrage devront être maintenus en parfait état de propreté.

Les dépôts de toute nature, qu'ils soient sur les pontons, sur les passerelles ou à terre ainsi que les grillages, les barbelés, les enseignes et les peintures de couleur vive sont interdits.

Aucun rejet dans le cours d'eau de quelque nature que ce soit (solide ou liquide) n'est autorisé depuis l'installation et/ou le bateau.

Aucun chantier de nettoyage et/ou de carénage n'est autorisé dans le cours d'eau.

L'ouvrage comportera obligatoirement un panneau d'identification (planche de bois, plaque minéralogique de voiture,...) visible depuis la route et le cours d'eau, sur lequel devra être inscrit le numéro suivant : PNIDVF047.

#### **Article 6** : Modification de la destination des ouvrages

L'ouvrage visé par le présent arrêté ne pourra être affecté à une destination autre que celle pour laquelle il est autorisé.

Toute modification dans leur conception sera régulièrement déclarée et l'exécution des travaux conditionnée par l'obtention de l'autorisation correspondante.

#### **Article 7** : Précarité de l'autorisation

Le présent acte ne confère pas de droits réels.

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité, à la première réquisition de l'administration.

L'autorisation pourra être révoquée, soit à la demande de M. le Directeur départemental des finances publiques en cas d'inexécution des conditions financières, soit à la demande de la Direction départementale des territoires et de la mer en cas d'inexécution des autres conditions, sans préjudice s'il y a lieu, de poursuites à exercer pour contravention de grande voirie.

L'autorisation est personnelle. Elle ne peut faire l'objet d'aucune cession ou transmission à titre gratuit ou onéreux.

#### **Article 8** : Remise en état des lieux

En cas de révocation de l'autorisation comme en cas de non-renouvellement de celle-ci à l'époque fixée de son expiration, le permissionnaire devra remettre les lieux dans leur état naturel dans le délai imparti par l'administration.

#### **Article 9** : Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 10** : Impôts

Le bénéficiaire de la présente autorisation devra seul supporter la charge de tous les impôts - et notamment l'impôt foncier - auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature qui seraient

3 / 5

exploitées en vertu du présent arrêté. Il fera, en outre s'il y a lieu et sous sa responsabilité, la déclaration de constructions nouvelles prévue par l'article 1406 du Code général des impôts.

#### **Article 11** : Voie de recours et délai

Cette décision peut être contestée devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 12** : Contrôle des installations

Les agents des services publics devront avoir constamment libre accès aux lieux d'occupation temporaire du domaine public fluvial.

Le permissionnaire devra, sur leur réquisition, mettre les agents chargés du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

#### **Article 13** : Traitement des données à caractère personnel

Les données à caractère personnel de l'occupant font l'objet d'un traitement informatisé mis en œuvre par la direction de l'immobilier de l'État de la direction générale des finances publiques (DGFIP), située au 120 rue de Bercy 75772 PARIS, en sa qualité de responsable de traitement, dans le cadre de l'exécution des missions d'intérêt public qu'elle assure.

Elles sont traitées afin de gérer des dossiers d'occupation du domaine de l'État et redevances associées de toute nature.

À ce titre, les catégories de données personnelles traitées sont les suivantes :

- les données liées à son identité et ses coordonnées ;
- les données à caractère économique et financier.

Ces données sont obtenues directement auprès de l'occupant ou le cas échéant auprès du gestionnaire du domaine.

Elles sont transmises aux agents habilités de la DGFIP dans le cadre de leurs missions.

Les données à caractère personnel de l'occupant sont conservées 5 ans à compter de la date de fin du titre d'occupation et 10 ans en archives.

Conformément au règlement général des données (RGPD) n°2016/679 et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative aux fichiers, à l'informatique et aux libertés, l'occupant dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, des données le concernant ainsi que du droit à la limitation du traitement.

Il peut exercer ses droits en contactant la boîte mail : [die.support-figaro@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:die.support-figaro@dgfip.finances.gouv.fr)

Il a également la possibilité de contacter le délégué à la protection des données du ministère de l'économie, des finances et de la relance par voie électronique ([le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr](mailto:le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr)) ou par voie postale (139 rue de Bercy- Télédoc 322 - 75572 PARIS CEDEX 12).

Il est informé(e) que des exceptions à l'exercice des droits précités sont susceptibles de s'appliquer, le cas échéant, il en sera dûment averti(e).

S'il estime que le traitement de ses données à caractère personnel n'est pas conforme aux dispositions légales et réglementaires, il dispose, du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL).

#### **Article 14** : Exécution / notification

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques et le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et des informations de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

4 / 5

Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques  
Site d'Anglet - 19 avenue de l'Adour - 64600 ANGLET (accueil physique uniquement sur rendez-vous)  
Tél. (standard) : 05 59 52 59 70 - Fax : 05 59 63 08 57 - Mail : [ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr](mailto:ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr)  
[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr)

Le directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques est chargé de notifier l'arrêté au permissionnaire.

Anglet, le 29 JAN. 2024

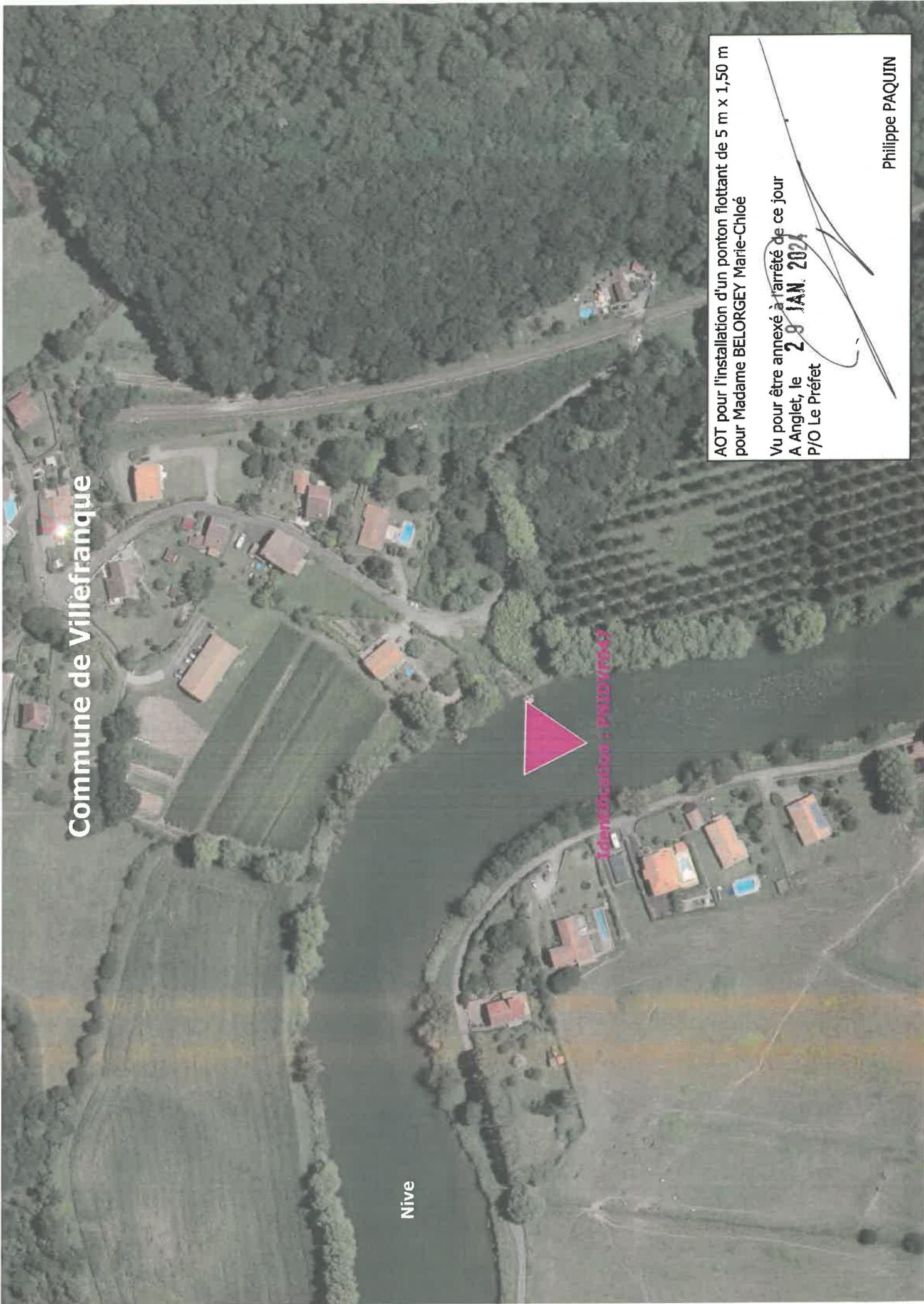
LE PRÉFET  
Pour le Préfet et par subdélégation,

L'administrateur principal des affaires maritimes  
Philippe PAQUIN  
Chef du service administration de la mer

5 / 5

Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques  
Site d'Anglet - 19 avenue de l'Adour - 64600 ANGLET (accueil physique uniquement sur rendez-vous)  
Tél. (standard) : 05 59 52 59 70 - Fax : 05 59 63 08 57 - Mail : [ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr](mailto:ddtm-dml@pyrenees-atlantiques.gouv.fr)  
[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr)





AOT pour l'installation d'un ponton flottant de 5 m x 1,50 m pour Madame BELORGEY Marie-Chloé

Vu pour être annexé à l'arrêté de ce jour A Anglet, le **28 JAN. 2024**  
P/O Le Préfet

Philippe PAQUIN



Direction Interdépartementale des Routes  
Atlantique de Bordeaux

64-2024-01-26-00003

Arrêté permanent n°2023-perm-olo-005 du 26  
janvier 2024

réglementant la circulation au droit des chantiers  
courants et lors des interventions d'urgence  
sur le réseau routier national hors agglomération  
du département des Pyrénées-Atlantiques  
géré par la Direction interdépartementale des  
routes Atlantique



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction interdépartementale des routes  
Atlantique**

**Arrêté permanent n°2023-perm-olo-005 du 26 JAN. 2024**  
**réglementant la circulation au droit des chantiers courants et lors des  
interventions d'urgence**  
**sur le réseau routier national hors agglomération du département des Pyrénées-  
Atlantiques**  
**géré par la Direction interdépartementale des routes Atlantique**

**Le préfet des Pyrénées-Atlantiques  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de la route ;
- Vu** le code de la voirie routière ;
- Vu** le code pénal ;
- Vu** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963 modifiée ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié sur la signalisation des routes et autoroutes ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret n°2005-1499 du 5 décembre 2005 modifié relatif à la consistance du réseau routier national ;
- Vu** le décret n°2006-304 du 16 mars 2006 modifié portant création et organisation des directions interdépartementales des routes ;
- Vu** l'arrêté du 29 mai 2006 portant constitution des directions interdépartementales des routes ;
- Vu** le décret du 5 octobre 2022 nommant M. Julien Charles, préfet des Pyrénées-Atlantiques ;
- Vu** l'arrêté préfectoral permanent du 28 novembre 2006 réglementant la circulation au droit des chantiers courants et lors des interventions d'urgence sur le réseau routier national hors agglomération du département des Pyrénées-Atlantiques géré par la DIR Atlantique ;
- Vu** la note technique du 14 avril 2016 relative à la coordination des chantiers sur le réseau routier national ;
- Vu** la note ministérielle du ministère chargé des transports fixant annuellement le calendrier des jours « hors chantiers » ;

**Considérant** le caractère constant et répétitif de certains chantiers routiers,

**Considérant** qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents et des entreprises chargées de l'exécution des chantiers sur le réseau routier national, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation provoquées par les chantiers,

**Considérant** qu'afin d'assurer la sécurité des usagers sur la voie publique, la survenue de certains événements (accident, incident, intempéries ou tout autre cas de force majeure) peut nécessiter de mettre en œuvre des mesures immédiates d'exploitation pouvant occasionner des restrictions de circulation,

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

## **Arrête**

**Article premier :** Les dispositions de l'arrêté préfectoral permanent du 28 novembre 2006 sont abrogées et remplacées par les articles 2 à 10 du présent arrêté.

### **Article 2 : Voies concernées**

Le présent arrêté permanent est applicable au réseau routier national hors agglomération dont la gestion est assurée par la direction interdépartementale des routes Atlantique dans le département des Pyrénées-Atlantiques.

### **Article 3 : Chantiers courants**

La notion de chantiers courants est définie dans l'annexe à la note technique du ministre des transports en date du 14 avril 2016 relative à la coordination des chantiers sur le réseau routier national (RRN).

Un chantier est considéré comme courant s'il n'entraîne pas de gêne notable à l'utilisateur. En particulier, la capacité résiduelle au droit du chantier doit rester compatible avec la demande prévisible de trafic.

Un chantier courant ne doit pas entraîner :

- de réduction de capacité pendant les jours « hors chantier », fixés annuellement par note ministérielle ;
- d'alternat supérieur à 500 m ;
- de déviation.

En outre, le débit prévisible par voie laissée libre à la circulation ne doit pas dépasser les valeurs suivantes :

- routes bidirectionnelles : 1000 véh/h (pour une voie de largeur au moins égale à 3 mètres et hors alternat) ;
- routes chaussées séparées et autoroutes : 1200 véh/h (rase campagne), ou 1500 véh/h (zone urbaine ou périurbaine), ou 1800 véh/h (sur les réseaux des grandes agglomérations les plus circulés).

De plus, sur les routes à chaussées séparées :

- la zone de restriction de capacité ne doit pas excéder 6 km . Dans le cas de deux chantiers ponctuels établis à l'intérieur de cette zone et distants d'au moins 3 km, il est recommandé

de limiter la restriction de capacité aux seules zones de travaux effectifs et donc de rendre à la circulation la ou les voies neutralisées entre les deux zones de chantiers,

- pour les chantiers à haut rendement (ex : marquage au sol, fauchage et nettoyage des assainissements...), la longueur de restriction pourra atteindre 10 km pour une durée maximum de 12 h,
- le chantier ne doit pas entraîner de basculement partiel,
- les alternats concernant la partie bidirectionnelle d'une bretelle de diffuseur ne doivent pas excéder une durée de deux jours, ni concerner un trafic par sens supérieur à 200 véh/h. De plus, ils ne doivent pas occasionner de remontée de file sur la bretelle de décélération ;
- la largeur des voies ne doit pas être réduite,
- l'inter distance entre deux chantiers consécutifs organisés sur la même chaussée doit être au minimum de :
  - 5 km si l'un des deux chantiers ne neutralise pas de voie de circulation ;
  - 10 km lorsque au moins l'un des deux chantiers laisse libre deux voies ou plus de circulation, l'autre laissant libre au moins une voie ;
  - 20 km lorsque les deux chantiers ne laissent libres qu'une voie de circulation ou si l'un des deux chantiers entraîne un basculement de trafic (quelle que soit la chaussée concernée), l'autre neutralisant au moins une voie de circulation (quelle que soit la chaussée concernée) ;
  - 30 km si les deux chantiers entraînent un basculement de trafic (quelle que soit la chaussée concernée).

Les distances indiquées ci-dessus sont indépendantes des limites départementales et des différents gestionnaires du réseau routiers nationales.

Les interdistances entre 2 chantiers pourront être exceptionnellement réduites dans le cadre des interventions d'urgence rendues nécessaires pour la remise en état de la route suite à un événement.

Par dérogation aux conditions ci-dessus, sont considérés comme des chantiers courants :

– sur les réseaux des grandes agglomérations les plus circulés, les chantiers de nuit neutralisant une bretelle ou la section courante et entraînant une déviation de trafic, dès lors que cette mesure est prévue dans un plan de gestion du trafic ou, à défaut, dans tout autre document établi à l'avance après étude spécifique d'exploitation.

– les chantiers sur routes à chaussées séparées réduisant la largeur d'une voie pendant une durée inférieure à 12 h sous réserve que la largeur laissée libre à la circulation sur la voie réduite soit supérieure ou égale à 3,20 m.

#### **Article 4 : Bénéficiaires**

Est autorisée la mise en œuvre de mesures d'exploitation décrites à l'article 5 nécessaires aux chantiers courants, réalisés par ou sous le contrôle du gestionnaire de voirie qu'est la DIR Atlantique. Les différents concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national, et plus largement tout pétitionnaire, sont autorisés à mettre en œuvre les mesures d'exploitation nécessaires à leurs chantiers courants sous réserve :

- soit d'opérer dans une zone où la signalisation correspondant aux mesures d'exploitation est posée par les services de la DIR Atlantique ;
- soit d'y avoir été autorisés par les services de la DIR Atlantique par arrêté portant autorisation d'entreprendre les travaux au titre du code de la voirie routière.

Le service gestionnaire de la voirie contrôle l'application des mesures d'exploitation prévues dans les chantiers, notamment dans le cadre des patrouilles d'exploitation organisées conformément aux niveaux de service en vigueur.

#### Article 5 : Mesures d'exploitation

Les mesures d'exploitation suivantes peuvent être imposées :

- Routes bidirectionnelles :
  - Limitation de vitesse à 70, 50 ou 30 km/h ;
  - Interdiction de dépasser ;
  - Interdiction de stationner ;
  - Rétrécissement de la chaussée, sous réserve que la largeur libre par voie de circulation soit supérieure ou égale à 2,80 m ;
  - Mise en place d'un alternat de circulation ;
  - Neutralisation d'une voie de circulation (pour une section à trois voies de circulation) ;
  - Dans le cas d'un alternat de circulation, réalisation d'une micro-coupure pour une durée n'excédant pas 20 minutes
  
- Routes à chaussées séparées :
  - Limitation de vitesse à 110, 90, 80, 70, 50 ou 30 km/h ;
  - Interdiction de dépasser ;
  - Création de bouchon mobile, si possible avec le concours des forces de l'ordre ;
  - Basculement total des voies de circulation ;
  - Neutralisation de voies de circulation, et/ou de la bande d'arrêt d'urgence, et/ou de la bande dérasée (de droite ou de gauche) ;
  - Réduction de la largeur de voie, uniquement dans le cadre dérogatoire prévu à l'article 3 du présent arrêté ;
  - Fermeture de bretelles, dans le cadre d'une intervention d'urgence ou dans le cadre dérogatoire prévu à l'article 3 du présent arrêté ;
  - Fermeture de sections courantes du réseau, uniquement dans le cadre dérogatoire prévu à l'article 3 du présent arrêté ;
  
- Giratoires :
  - Neutralisation d'une partie de l'anneau en conservant une voie de circulation libre, sous réserve que la circulation et la giration des poids lourds restent possibles ;
  - Lorsque la route nationale permet d'accéder au giratoire par deux voies, neutralisation de l'une des deux voies d'approches du giratoire sur route nationale.

Toute autre disposition devra faire l'objet d'un arrêté particulier.

#### Article 6 : Interventions d'urgence

Les interventions dites d'urgence sont des interventions dont l'exécution ne peut être différée, qu'elles soient nécessitées par des accidents, incidents, intempéries ou autres cas de force majeure.

Est également autorisée la mise en œuvre de l'ensemble des dispositions nécessaires au bon écoulement du trafic et au maintien de la sécurité, y compris la mise en place de déviations et ou d'alternats dans le cadre d'interventions d'urgence réalisées par le gestionnaire de voirie, en liaison avec les forces de gendarmerie et de police concernées.

Si des mesures de restriction de la circulation mises en place diffèrent de celles décrites à l'article 5, elles feront l'objet d'un arrêté de circulation spécifique

#### **Article 7 : Signalisation des chantiers et des interventions d'urgence**

Le présent arrêté autorise la mise en place de la signalisation des chantiers courants, dans les conditions conformes à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes modifié et à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière sus-visée.

La signalisation est mise en place par la direction interdépartementale des routes Atlantiques, par les entreprises spécialisées ou chargées des travaux, ou par les concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national, sous le contrôle de la direction interdépartementale des routes Atlantique.

Les dépenses relatives à la préparation et à l'application des mesures d'exploitation ainsi que la responsabilité de l'entretien et de la maintenance sont à la charge du maître d'ouvrage des travaux, ou du titulaire de l'autorisation d'entreprendre les travaux au titre du code de la voirie routière.

Le gestionnaire de voirie contrôle, conformément à ses niveaux de service, le respect des dispositions réglementaires relatives à la signalisation, y compris l'enlèvement de la signalisation temporaire et le rétablissement de la continuité de la signalisation permanente pendant les interruptions et à la fin des travaux.

#### **Article 8 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### **Article 9 :**

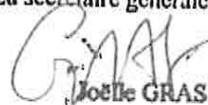
- Monsieur le directeur de cabinet de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;
- Mme la sous-préfète d'Oloron Sainte-Marie ;
- Monsieur le directeur interdépartemental des routes Atlantique ;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la Mer des Pyrénées-Atlantiques ;
- Monsieur le général commandant du groupement de gendarmerie des Pyrénées-Atlantiques ;
- Monsieur le directeur interdépartemental de la police nationale des Pyrénées-Atlantiques ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs des services de l'État dans Pyrénées-Atlantiques et dont l'information sera adressée à Monsieur le Directeur du service départemental d'incendies et de secours des Pyrénées-Atlantiques.

**Article 10 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux et/ou contentieux dans le délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication devant le Tribunal Administratif de Pau, Villa Noullobos - 50, Cours Lyautey 64010 PAU CEDEX. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens, accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Pau, le 26 JAN. 2024  
Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
La secrétaire générale adjointe

  
Joëlle GRAS



Direction Régionale des douanes de Bayonne

64-2024-01-12-00008

Decision délégations



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

BAYONNE, LE 12 JANV. 2024

*DR Bayonne*  
6 RUE ALBERT 1ER CS 40002  
64109 BAYONNE  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : *TANGUY Yann*  
Téléphone : 09 70 27 58 30  
Télécopie : 05 59 31 46 11  
Mél : [dr-bayonne@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-bayonne@douane.finances.gouv.fr)

Décision 2024/1 du directeur régional à BAYONNE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;  
Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;  
Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,  
ORIGINAL SIGNE

*TANGUY Yann*

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
<b>GUREGHIAN Stephane</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>BERNARD Bertrand</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité

**Annexe II à la décision n° 2024/1 du 12 janv. 2024 du directeur régional TANGUY Yann**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
<b>GUREGHIAN Stephane</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>LEONNEC Didier</b>	0	0	0	0	10000
<b>MEGAIDES Christophe</b>	0	0	0	0	10000
<b>BERNARD Bertrand</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>GOITIA Sylvie</b>	0	0	0	0	20000
<b>MUGICA Sebastien</b>	0	0	0	0	20000
<b>ALLIANCE Laurent</b>	0	0	0	0	2500
<b>ARPOULET Vincent</b>	0	0	0	0	1000
<b>BAREIT Aurelien</b>	0	0	0	0	1000
<b>BEYRIES Christophe</b>	0	0	0	0	2500
<b>BRETON Jean-Michel</b>	0	0	0	0	5000
<b>CORNU Jerome</b>	0	0	0	0	1000
<b>DE BARROS Catherine</b>	0	0	0	0	2500
<b>DECHAUD Eric</b>	0	0	0	0	1000
<b>DOLET-FAYET Baptiste</b>	0	0	0	0	1000
<b>DOUGNAC Jerome</b>	0	0	0	0	2500
<b>DUFAU Sylvie</b>	0	0	0	0	2500
<b>DUFAU Jean-Christophe</b>	0	0	0	0	5000
<b>DULUC Axel</b>	0	0	0	0	1000
<b>DUPONT Olivier</b>	0	0	0	0	2500
<b>EGLINGER Jerome</b>	0	0	0	0	1000
<b>ELIE Nicolas</b>	0	0	0	0	1000
<b>ESCOFFIER Philippe</b>	0	0	0	0	2500
<b>EUGENE Alain</b>	0	0	0	0	2500
<b>FABRE Jean-Francois</b>	0	0	0	0	2500
<b>FABRE Elise</b>	0	0	0	0	2500
<b>FERRARI Fabrice</b>	0	0	0	0	2500
<b>GACHOT Alexis</b>	0	0	0	0	1000
<b>GIRARD Jerome</b>	0	0	0	0	1000
<b>GOMEZ Marine</b>	0	0	0	0	1000
<b>GUTIERREZ Michel</b>	0	0	0	0	1000
<b>JACQUES Fabrice</b>	0	0	0	0	1000
<b>JAUNY Jean-Raymond</b>	0	0	0	0	1000

<b>JOLLY Remy</b>	0	0	0	0	1000
<b>LABORDE Denis</b>	0	0	0	0	2500
<b>LANCHANTIN Sylvain</b>	0	0	0	0	2500
<b>LASSEGUETTE Laurence</b>	0	0	0	0	5000
<b>LATAPIE Fabrice</b>	0	0	0	0	2500
<b>LAURENT Lydie</b>	0	0	0	0	1000
<b>LE GAL Christophe</b>	0	0	0	0	1000
<b>LE MENER Martine</b>	0	0	0	0	1000
<b>LOUPS Jerome</b>	0	0	0	0	1000
<b>LUCAS Isabelle</b>	0	0	0	0	1000
<b>MARSOLLIER Bertrand</b>	0	0	0	0	2500
<b>MARTINS Antoine</b>	0	0	0	0	1000
<b>MENEGON Emmanuelle</b>	0	0	0	0	2500
<b>MONCASSIN Caroline</b>	0	0	0	0	2500
<b>OLIVAN Serge</b>	0	0	0	0	1000
<b>QUESADA Aurelie</b>	0	0	0	0	1000
<b>RABEAU Christelle</b>	0	0	0	0	2500
<b>RENARD Bruno</b>	0	0	0	0	1000
<b>SABOURIN Frederic</b>	0	0	0	0	1000
<b>SAINTRAIS Stephane</b>	0	0	0	0	2500
<b>SAUVAGE Julie</b>	0	0	0	0	1000
<b>SIMON Julien</b>	0	0	0	0	1000
<b>SOUVAIRAN Patrick</b>	0	0	0	0	1000
<b>TRESFIELD Lucile</b>	0	0	0	0	2500
<b>VALLS Yannick</b>	0	0	0	0	1000
<b>VANHOOLAND Frederic</b>	0	0	0	0	1000
<b>VERDIER Thierry</b>	0	0	0	0	1000
<b>VOGT Bruno</b>	0	0	0	0	2500
<b>YOUNIR Kamel</b>	0	0	0	0	2500
<b>ANSQUER Christelle</b>	0	0	0	0	2500
<b>COURREGELONGUE Eric</b>	0	0	0	0	5000
<b>CRUAGNES Cyril</b>	0	0	0	0	2500
<b>DAUDE Melissa</b>	0	0	0	0	1000
<b>DUVERGER Maxime</b>	0	0	0	0	2500
<b>ELISSALDE Mathieu</b>	0	0	0	0	1000
<b>ESTEFFE Franck</b>	0	0	0	0	1000
<b>FOURNIER Alexis</b>	0	0	0	0	2500
<b>GAYRAUD Pierre</b>	0	0	0	0	5000
<b>GRACIET Manuela</b>	0	0	0	0	2500
<b>HAMEL Stephane</b>	0	0	0	0	2500
<b>HORTA Angeline</b>	0	0	0	0	1000
<b>INTERING Candice</b>	0	0	0	0	1000
<b>JACQUEY-CLAUSS Philippe</b>	0	0	0	0	1000

<b>LAVERGNE Julien</b>	0	0	0	0	1000
<b>LEICHNER Maylis</b>	0	0	0	0	2500
<b>MARTEAUX Pierre-Henri</b>	0	0	0	0	2500
<b>MARTINACHE Melanie</b>	0	0	0	0	2500
<b>OUSMANE David</b>	0	0	0	0	1000
<b>PERRIN Franck</b>	0	0	0	0	2500
<b>PONTALLIER Simon</b>	0	0	0	0	1000
<b>RICHARD Maxence</b>	0	0	0	0	1000
<b>SAUBION Florian</b>	0	0	0	0	1000
<b>SAUVAGE Frederic</b>	0	0	0	0	2500
<b>WARMEZ Gaetan</b>	0	0	0	0	1000
<b>ZITO Coralie</b>	0	0	0	0	2500
<b>BIDOUARD Laurent</b>	0	0	0	0	1000
<b>BONIT Jeremy</b>	0	0	0	0	1000
<b>BRULLON David</b>	0	0	0	0	5000
<b>CABROL Antoine</b>	0	0	0	0	1000
<b>CANDAU Christian</b>	0	0	0	0	2500
<b>CIAMPORCIERO Fabien</b>	0	0	0	0	2500
<b>COULIS Luc</b>	0	0	0	0	1000
<b>DAUMAS Nicolas</b>	0	0	0	0	1000
<b>DE JESUS Guillaume</b>	0	0	0	0	5000
<b>DOUDARD Samuel</b>	0	0	0	0	2500
<b>DROPSY Sophie</b>	0	0	0	0	2500
<b>DUFFAUT Marina</b>	0	0	0	0	1000
<b>FOURTINE Bernard</b>	0	0	0	0	2500
<b>GUILLOT Catherine</b>	0	0	0	0	1000
<b>HASCOET Yves-Laurent</b>	0	0	0	0	1000
<b>IBARRA Emmanuel</b>	0	0	0	0	1000
<b>KASPRZAK Jerome</b>	0	0	0	0	2500
<b>LAPORTE Sandrine</b>	0	0	0	0	2500
<b>MAHIOUS Salim</b>	0	0	0	0	2500
<b>MARTIAL Julia</b>	0	0	0	0	1000
<b>MENEGON David</b>	0	0	0	0	1000
<b>MOUGAMADOU Alain</b>	0	0	0	0	1000
<b>PAINDAVOINE Philippe</b>	0	0	0	0	1000
<b>PARIS David</b>	0	0	0	0	2500
<b>PERRIN Hinda</b>	0	0	0	0	1000
<b>POMIES Julien</b>	0	0	0	0	2500
<b>SABATHE Nathalie</b>	0	0	0	0	2500
<b>SALVATORE Jerome</b>	0	0	0	0	1000
<b>SANSOT Hugo</b>	0	0	0	0	2500
<b>SAUSSES Beatrice</b>	0	0	0	0	2500
<b>TOURNEL Xavier</b>	0	0	0	0	2500

<b>UHEL Stephanie</b>	0	0	0	0	2500
<b>VEDRENNE Paul</b>	0	0	0	0	2500
<b>WALTER Mickael</b>	0	0	0	0	2500
<b>BURNET Xavier</b>	0	0	0	0	2500
<b>CARRE Olivier</b>	0	0	0	0	2500
<b>FRANCOIS ETCHETO Chloe</b>	0	0	0	0	1000
<b>GUILLOT Eric</b>	0	0	0	0	2500
<b>HOURCASTAGNE Thomas</b>	0	0	0	0	2500
<b>LABEYRIE Gerard</b>	0	0	0	0	2500
<b>LAMY Marceau</b>	0	0	0	0	1000
<b>LATXAGUE Christian</b>	0	0	0	0	2500
<b>LE FOLL Sebastien</b>	0	0	0	0	5000
<b>MARY Remi</b>	0	0	0	0	1000
<b>MILLIER Sebastien</b>	0	0	0	0	2500
<b>MONLONG Maryse</b>	0	0	0	0	1000
<b>POVEDA Cedric</b>	0	0	0	0	2500
<b>TESMOINGT Vincent</b>	0	0	0	0	1000
<b>VERMEIRE Floriane</b>	0	0	0	0	2500
<b>VERMEIRE Marie-Anne</b>	0	0	0	0	1000
<b>VESCHI Jean-Christophe</b>	0	0	0	0	1000
<b>AUDAP Catherine</b>	0	0	0	0	10000
<b>HAMANN Frederic</b>	0	0	0	0	5000
<b>LARRAMENDY Marie-Pierre</b>	0	0	0	0	5000
<b>MORA Pascal</b>	0	0	0	0	20000
<b>PORIEL Alain</b>	0	0	0	0	5000
<b>RENAUX Nathalie</b>	0	0	0	0	10000
<b>CASTELLANO Florian</b>	0	0	0	0	2500
<b>CAZAUX Ludovic</b>	0	0	0	0	1000
<b>DEJARDIN Mathieu</b>	0	0	0	0	1000
<b>DOMONT Sebastien</b>	0	0	0	0	2500
<b>DORE Jocelyn</b>	0	0	0	0	1000
<b>GRACIES-INGRAO Jennifer</b>	0	0	0	0	5000
<b>GROLLEAU Marie-Pierre</b>	0	0	0	0	1000
<b>LABORDE Thierry</b>	0	0	0	0	2500
<b>MAYS Coralie</b>	0	0	0	0	1000
<b>NUNE Quentin</b>	0	0	0	0	2500
<b>ROMARY Frederic</b>	0	0	0	0	1000
<b>SILVESTRE India</b>	0	0	0	0	1000
<b>ANDRES Patricia</b>	0	0	0	0	2500
<b>AUGUSTYNIAC Aurelie</b>	0	0	0	0	1000
<b>BELLEGARDE Laurent</b>	0	0	0	0	1000
<b>BERNARDI Fabien</b>	0	0	0	0	2500
<b>BLANCHON Michael</b>	0	0	0	0	2500

<b>BONHOMME Gregoire</b>	0	0	0	0	1000
<b>BOURGUET Laurent</b>	0	0	0	0	1000
<b>CANTELAUBE Marine</b>	0	0	0	0	2500
<b>DESTOUET Eric</b>	0	0	0	0	1000
<b>FOURTINE Laurent</b>	0	0	0	0	1000
<b>GAMBART Constance</b>	0	0	0	0	2500
<b>GUILLEMET Denis</b>	0	0	0	0	1000
<b>HELLEU Gwenn</b>	0	0	0	0	1000
<b>JALLAN Emmanuel</b>	0	0	0	0	2500
<b>LABROY Anthony</b>	0	0	0	0	2500
<b>LAHOUE Stephanie</b>	0	0	0	0	2500
<b>LANNES Guillaume</b>	0	0	0	0	1000
<b>LELOIR Ludovic</b>	0	0	0	0	1000
<b>LORENZO Benoit</b>	0	0	0	0	1000
<b>ORNAT Joaquim</b>	0	0	0	0	1000
<b>PARNAUD Miguel</b>	0	0	0	0	1000
<b>PERE Fabien</b>	0	0	0	0	1000
<b>PUCHEUX Sonia</b>	0	0	0	0	2500
<b>RICHARD Jennifer</b>	0	0	0	0	1000
<b>SOLANS Romain</b>	0	0	0	0	2500
<b>TOXE Jean-Francois</b>	0	0	0	0	2500
<b>VADELORGE Herve</b>	0	0	0	0	1000
<b>VALLON Franck</b>	0	0	0	0	5000
<b>VALTERSBERGER Bruno</b>	0	0	0	0	1000
<b>TRINCARD Laurent</b>	0	0	0	0	10000

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>BERTRAND Patrick</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CANDAU Maider</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MILLEROU JOUVE Mireille</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MINONDO Jean-Bernard</b>	15000	7500	1500	15000
<b>NAZABAL Pierre</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CANNERE Jean-Luc</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ALLIANCE Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ARPOULET Vincent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BAREIT Aurelien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BEYRIES Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BRETON Jean-Michel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CORNU Jerome</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DE BARROS Catherine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DECHAUD Eric</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DOLET-FAYET Baptiste</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DOUGNAC Jerome</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DUFAU Sylvie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DUFAU Jean-Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DULUC Axel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DUPONT Olivier</b>	15000	7500	1500	15000
<b>EGLINGER Jerome</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ELIE Nicolas</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ESCOFFIER Philippe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>EUGENE Alain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FABRE Jean-Francois</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FABRE Elise</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FERRARI Fabrice</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GACHOT Alexis</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GIRARD Jerome</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GOMEZ Marine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GUTIERREZ Michel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>JACQUES Fabrice</b>	15000	7500	1500	15000

<b>JAUNY Jean-Raymond</b>	15000	7500	1500	15000
<b>JOLLY Remy</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LABORDE Denis</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LANCHANTIN Sylvain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LASSEGUETTE Laurence</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LATAPIE Fabrice</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAURENT Lydie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LE GAL Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LE MENER Martine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LOUPS Jerome</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LUCAS Isabelle</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MARSOLLIER Bertrand</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MARTINS Antoine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MENEGON Emmanuelle</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MONCASSIN Caroline</b>	15000	7500	1500	15000
<b>OLIVAN Serge</b>	15000	7500	1500	15000
<b>QUESADA Aurelie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>RABEAU Christelle</b>	15000	7500	1500	15000
<b>RENARD Bruno</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SABOURIN Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SAINTRAIS Stephane</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SAUVAGE Julie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SIMON Julien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SOUVAIRAN Patrick</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TRESFIELD Lucile</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VALLS Yannick</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VANHOOLAND Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VERDIER Thierry</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VOGT Bruno</b>	15000	7500	1500	15000
<b>YOUNIR Kamel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ANSQUER Christelle</b>	15000	7500	1500	15000
<b>COURREGELONGUE Eric</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CRUAGNES Cyril</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DAUDE Melissa</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DUVERGER Maxime</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ELISSALDE Mathieu</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ESTEFFE Franck</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FOURNIER Alexis</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GAYRAUD Pierre</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GRACIET Manuela</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HAMEL Stephane</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HORTA Angeline</b>	15000	7500	1500	15000
<b>INTERING Candice</b>	15000	7500	1500	15000

<b>JACQUEY-CLAUSS Philippe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAVERGNE Julien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LEICHNER Maylis</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MARTEAUX Pierre-Henri</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MARTINACHE Melanie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>OUSMANE David</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PERRIN Franck</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PONTALLIER Simon</b>	15000	7500	1500	15000
<b>RICHARD Maxence</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SAUBION Florian</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SAUVAGE Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>WARMEZ Gaetan</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ZITO Coralie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BIDOUARD Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BONIT Jeremy</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BRULLON David</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CABROL Antoine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CANDAU Christian</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CIAMPORCIERO Fabien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>COULIS Luc</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DAUMAS Nicolas</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DE JESUS Guillaume</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DOUDARD Samuel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DROPSY Sophie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DUFFAUT Marina</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FOURTINE Bernard</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GUILLOT Catherine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HASCOET Yves-Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>IBARRA Emmanuel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>KASPRZAK Jerome</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAPORTE Sandrine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MAHIOUS Salim</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MARTIAL Julia</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MENEGON David</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MOUGAMADOU Alain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PAINDAVOINE Philippe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PARIS David</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PERRIN Hinda</b>	15000	7500	1500	15000
<b>POMIES Julien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SABATHE Nathalie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SALVATORE Jerome</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SANSOT Hugo</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SAUSSES Beatrice</b>	15000	7500	1500	15000

<b>TOURNEL Xavier</b>	15000	7500	1500	15000
<b>UHEL Stephanie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VEDRENNE Paul</b>	15000	7500	1500	15000
<b>WALTER Mickael</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BURNET Xavier</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CARRE Olivier</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FRANCOIS ETCHETO Chloe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GUILLOT Eric</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HOURCASTAGNE Thomas</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LABEYRIE Gerard</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAMY Marceau</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LATXAGUE Christian</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LE FOLL Sebastien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MARY Remi</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MILLIER Sebastien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MONLONG Maryse</b>	15000	7500	1500	15000
<b>POVEDA Cedric</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TESMOINGT Vincent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VERMEIRE Marie-Anne</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VERMEIRE Floriane</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VESCHI Jean-Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>AUDAP Catherine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CAMGRAND Eric</b>	10000	1000	1500	10000
<b>COUMES Bruno</b>	2000	800	1000	2000
<b>DAHMANI Amine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HAMANN Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LANGLADE Helene</b>	10000	1000	1500	10000
<b>LARRAMENDY Marie-Pierre</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAUGA Eric</b>	10000	1000	1500	10000
<b>MARCOLIN Christine</b>	2000	800	1000	2000
<b>MINJOU Alain</b>	10000	1000	1500	10000
<b>NOYES Caroline</b>	10000	1000	1500	10000
<b>OIGNON Virginie</b>	10000	1000	1500	10000
<b>PEREZ Thierry</b>	10000	1000	1500	10000
<b>ALBA Paul</b>	10000	1000	1500	10000
<b>AUGE Florence</b>	10000	1000	1500	10000
<b>COIGDARRIPPE Marie-Angele</b>	10000	1000	1500	10000
<b>CORREARD Christelle</b>	2000	800	1000	2000
<b>LONDAIZ Laurent</b>	10000	1000	1500	10000
<b>MARRIMPOEY CADET Marie-Claude</b>	10000	1000	1500	10000
<b>PAULIEN Regine</b>	2000	800	1000	2000
<b>PORIEL Alain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>RAOUL Jean-Francois</b>	10000	1000	1500	10000

<b>RENAUX Nathalie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CASTELLANO Florian</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CAZAUX Ludovic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DEJARDIN Mathieu</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DOMONT Sebastien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DORE Jocelyn</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GRACIES-INGRAO Jennifer</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GROLLEAU Marie-Pierre</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LABORDE Thierry</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MAYS Coralie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>NUNE Quentin</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ROMARY Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SILVESTRE India</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ANDRES Patricia</b>	15000	7500	1500	15000
<b>AUGUSTYNIAK Aurelie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BELLEGARDE Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BERNARDI Fabien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BLANCHON Michael</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BONHOMME Gregoire</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BOURGUET Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CANTELAUBE Marine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DESTOUET Eric</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FOURTINE Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GAMBART Constance</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GUILLEMET Denis</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HELLEU Gwenn</b>	15000	7500	1500	15000
<b>JALLAN Emmanuel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LABROY Anthony</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAHOUE Stephanie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LANNES Guillaume</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LELOIR Ludovic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LORENZO Benoit</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ORNAT Joaquim</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PARNAUD Miguel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PERE Fabien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PUCHEUX Sonia</b>	15000	7500	1500	15000
<b>RICHARD Jennifer</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SOLANS Romain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TOXE Jean-Francois</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VADELORGE Herve</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VALLON Franck</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VALTERSPERGER Bruno</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CARRESSE Pascale</b>	2000	800	1000	2000

<b>GROCQ Helene</b>	10000	1000	1500	10000
<b>PAULMIER Laurence</b>	10000	1000	1500	10000
<b>TRINCARD Laurent</b>	15000	7500	1500	15000

**Annexe IV à la décision n° 2024/1 du 12 janv. 2024 du directeur régional TANGUY Yann**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**Pv « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>BERTRAND Patrick</b>	1500	7500	15000
<b>CANDAU Maider</b>	1000	4500	8000
<b>MILLEROU JOUVE Mireille</b>	1500	7500	15000
<b>MINONDO Jean-Bernard</b>	1000	4500	8000
<b>NAZABAL Pierre</b>	1000	4500	8000
<b>CANNERE Jean-Luc</b>	1500	7500	15000
<b>ALLIANCE Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>ARPOULET Vincent</b>	1000	4500	8000
<b>BAREIT Aurelien</b>	1000	4500	8000
<b>BEYRIES Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>BRETON Jean-Michel</b>	1500	7500	15000
<b>CORNU Jerome</b>	1000	4500	8000
<b>DE BARROS Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>DECHAUD Eric</b>	1000	4500	8000
<b>DOLET-FAYET Baptiste</b>	1000	4500	8000
<b>DOUGNAC Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>DUFAU Sylvie</b>	1500	7500	15000
<b>DUFAU Jean-Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>DULUC Axel</b>	1000	4500	8000
<b>DUPONT Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>EGLINGER Jerome</b>	1000	4500	8000
<b>ELIE Nicolas</b>	1000	4500	8000
<b>ESCOFFIER Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>EUGENE Alain</b>	1500	7500	15000
<b>FABRE Elise</b>	1500	7500	15000
<b>FABRE Jean-Francois</b>	1500	7500	15000
<b>FERRARI Fabrice</b>	1500	7500	15000
<b>GACHOT Alexis</b>	1000	4500	8000
<b>GIRARD Jerome</b>	1000	4500	8000
<b>GOMEZ Marine</b>	1000	4500	8000
<b>GUTIERREZ Michel</b>	1000	4500	8000
<b>JACQUES Fabrice</b>	1000	4500	8000
<b>JAUNY Jean-Raymond</b>	1000	4500	8000
<b>JOLLY Remy</b>	1000	4500	8000

<b>LABORDE Denis</b>	1500	7500	15000
<b>LANCHANTIN Sylvain</b>	1500	7500	15000
<b>LASSEGUETTE Laurence</b>	1500	7500	15000
<b>LATAPIE Fabrice</b>	1500	7500	15000
<b>LAURENT Lydie</b>	1000	4500	8000
<b>LE GAL Christophe</b>	1000	4500	8000
<b>LE MENER Martine</b>	1000	4500	8000
<b>LOUPS Jerome</b>	1000	4500	8000
<b>LUCAS Isabelle</b>	1000	4500	8000
<b>MARSOLLIER Bertrand</b>	1500	7500	15000
<b>MARTINS Antoine</b>	1000	4500	8000
<b>MENEGON Emmanuelle</b>	1500	7500	15000
<b>MONCASSIN Caroline</b>	1500	7500	15000
<b>OLIVAN Serge</b>	1000	4500	8000
<b>QUESADA Aurelie</b>	1000	4500	8000
<b>RABEAU Christelle</b>	1500	7500	15000
<b>RENARD Bruno</b>	1000	4500	8000
<b>SABOURIN Frederic</b>	1000	4500	8000
<b>SAINTRAIS Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>SAUVAGE Julie</b>	1000	4500	8000
<b>SIMON Julien</b>	1000	4500	8000
<b>SOUVAIRAN Patrick</b>	1000	4500	8000
<b>TRESFIELD Lucile</b>	1500	7500	15000
<b>VALLS Yannick</b>	1000	4500	8000
<b>VANHOOLAND Frederic</b>	1000	4500	8000
<b>VERDIER Thierry</b>	1000	4500	8000
<b>VOGT Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>YOUNIR Kamel</b>	1500	7500	15000
<b>ANSQUER Christelle</b>	1500	7500	15000
<b>COURREGELONGUE Eric</b>	1500	7500	15000
<b>CRUAGNES Cyril</b>	1500	7500	15000
<b>DAUDE Melissa</b>	1000	4500	8000
<b>DUVERGER Maxime</b>	1500	7500	15000
<b>ELISSALDE Mathieu</b>	1000	4500	8000
<b>ESTEFFE Franck</b>	1000	4500	8000
<b>FOURNIER Alexis</b>	1500	7500	15000
<b>GAYRAUD Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>GRACIET Manuela</b>	1500	7500	15000
<b>HAMEL Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>HORTA Angeline</b>	1000	4500	8000
<b>INTERING Candice</b>	1000	4500	8000
<b>JACQUEY-CLAUSS Philippe</b>	1000	4500	8000
<b>LAVERGNE Julien</b>	1000	4500	8000

<b>LEICHNER Maylis</b>	1500	7500	15000
<b>MARTEAUX Pierre-Henri</b>	1500	7500	15000
<b>MARTINACHE Melanie</b>	1500	7500	15000
<b>OUSMANE David</b>	1000	4500	8000
<b>PERRIN Franck</b>	1500	7500	15000
<b>PONTALLIER Simon</b>	1000	4500	8000
<b>RICHARD Maxence</b>	1000	4500	8000
<b>SAUBION Florian</b>	1000	4500	8000
<b>SAUVAGE Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>WARMEZ Gaetan</b>	1000	4500	8000
<b>ZITO Coralie</b>	1500	7500	15000
<b>BIDOUARD Laurent</b>	1000	4500	8000
<b>BONIT Jeremy</b>	1000	4500	8000
<b>BRULLON David</b>	1500	7500	15000
<b>CABROL Antoine</b>	1000	4500	8000
<b>CANDAU Christian</b>	1500	7500	15000
<b>CIAMPORCIERO Fabien</b>	1500	7500	15000
<b>COULIS Luc</b>	1000	4500	8000
<b>DAUMAS Nicolas</b>	1000	4500	8000
<b>DE JESUS Guillaume</b>	1500	7500	15000
<b>DOUDARD Samuel</b>	1500	7500	15000
<b>DROPSY Sophie</b>	1500	7500	15000
<b>DUFFAUT Marina</b>	1000	4500	8000
<b>FOURTINE Bernard</b>	1500	7500	15000
<b>GUILLOT Catherine</b>	1000	4500	8000
<b>HASCOET Yves-Laurent</b>	1000	4500	8000
<b>IBARRA Emmanuel</b>	1000	4500	8000
<b>KASPRZAK Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>LAPORTE Sandrine</b>	1500	7500	15000
<b>MAHIOUS Salim</b>	1500	7500	15000
<b>MARTIAL Julia</b>	1000	4500	8000
<b>MENEGON David</b>	1000	4500	8000
<b>MOUGAMADOU Alain</b>	1000	4500	8000
<b>PAINDAVOINE Philippe</b>	1000	4500	8000
<b>PARIS David</b>	1500	7500	15000
<b>PERRIN Hinda</b>	1000	4500	8000
<b>POMIES Julien</b>	1500	7500	15000
<b>SABATHE Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>SALVATORE Jerome</b>	1000	4500	8000
<b>SANSOT Hugo</b>	1500	7500	15000
<b>SAUSSES Beatrice</b>	1500	7500	15000
<b>TOURNEL Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>UHEL Stephanie</b>	1500	7500	15000

<b>VEDRENNE Paul</b>	1500	7500	15000
<b>WALTER Mickael</b>	1500	7500	15000
<b>BURNET Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>CARRE Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>FRANCOIS ETCHETO Chloe</b>	1000	4500	8000
<b>GUILLOT Eric</b>	1500	7500	15000
<b>HOURCASTAGNE Thomas</b>	1500	7500	15000
<b>LABEYRIE Gerard</b>	1500	7500	15000
<b>LAMY Marceau</b>	1000	4500	8000
<b>LATXAGUE Christian</b>	1500	7500	15000
<b>LE FOLL Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>MARY Remi</b>	1000	4500	8000
<b>MILLIER Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>MONLONG Maryse</b>	1000	4500	8000
<b>POVEDA Cedric</b>	1500	7500	15000
<b>TESMOINGT Vincent</b>	1000	4500	8000
<b>VERMEIRE Marie-Anne</b>	1000	4500	8000
<b>VERMEIRE Floriane</b>	1500	7500	15000
<b>VESCHI Jean-Christophe</b>	1000	4500	8000
<b>CASTELLANO Florian</b>	1500	7500	15000
<b>CAZAUX Ludovic</b>	1000	4500	8000
<b>DEJARDIN Mathieu</b>	1000	4500	8000
<b>DOMONT Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>DORE Jocelyn</b>	1000	4500	8000
<b>GRACIES-INGRAO Jennifer</b>	1500	7500	15000
<b>GROLLEAU Marie-Pierre</b>	1000	4500	8000
<b>LABORDE Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>MAYS Coralie</b>	1000	4500	8000
<b>NUNE Quentin</b>	1500	7500	15000
<b>ROMARY Frederic</b>	1000	4500	8000
<b>SILVESTRE India</b>	1000	4500	8000
<b>ANDRES Patricia</b>	1500	7500	15000
<b>AUGUSTYNIAK Aurelie</b>	1000	4500	8000
<b>BELLEGARDE Laurent</b>	1000	4500	8000
<b>BERNARDI Fabien</b>	1500	7500	15000
<b>BLANCHON Michael</b>	1500	7500	15000
<b>BONHOMME Gregoire</b>	1000	4500	8000
<b>BOURGUET Laurent</b>	1000	4500	8000
<b>CANTELAUBE Marine</b>	1500	7500	15000
<b>DESTOUET Eric</b>	1000	4500	8000
<b>FOURTINE Laurent</b>	1000	4500	8000
<b>GAMBART Constance</b>	1500	7500	15000
<b>GUILLEMET Denis</b>	1000	4500	8000

<b>HELLEU Gwenn</b>	1000	4500	8000
<b>JALLAN Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>LABROY Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>LAHOUZE Stephanie</b>	1500	7500	15000
<b>LANNES Guillaume</b>	1000	4500	8000
<b>LELOIR Ludovic</b>	1000	4500	8000
<b>LORENZO Benoit</b>	1000	4500	8000
<b>ORNAT Joaquim</b>	1000	4500	8000
<b>PARNAUD Miguel</b>	1000	4500	8000
<b>PERE Fabien</b>	1000	4500	8000
<b>PUCHEUX Sonia</b>	1500	7500	15000
<b>RICHARD Jennifer</b>	1000	4500	8000
<b>SOLANS Romain</b>	1500	7500	15000
<b>TOXE Jean-Francois</b>	1500	7500	15000
<b>VADELORGE Herve</b>	1000	4500	8000
<b>VALLON Franck</b>	1500	7500	15000
<b>VALTERSBERGER Bruno</b>	1000	4500	8000

**Annexe V à la décision n° 2024/1 du 12 janv. 2024 du directeur régional TANGUY Yann**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**Pv« 420D », « 420 », « 421 » (contravention et délit douaniers)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>ABGRALL ABHAMON OLLIVIER Bruno</b>	5000	15000	45000
<b>LACABANNE Eric</b>	3000	10000	30000
<b>LALOI Beatrice</b>	3000	10000	30000
<b>LEONNEC Didier</b>	5000	15000	45000
<b>MEGAIDES Christophe</b>	3000	10000	30000
<b>SERANO GROCQ Sabine</b>	3000	10000	30000
<b>ALLIANCE Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>ARPOULET Vincent</b>	1000	4500	11250
<b>BAREIT Aurelien</b>	1000	4500	11250
<b>BEYRIES Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>BRETON Jean-Michel</b>	3000	10000	30000
<b>CORNU Jerome</b>	1000	4500	11250
<b>DE BARROS Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>DECHAUD Eric</b>	1000	4500	11250
<b>DOLET-FAYET Baptiste</b>	1000	4500	11250
<b>DOUGNAC Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>DUFAU Jean-Christophe</b>	3000	10000	30000
<b>DUFAU Sylvie</b>	1500	7500	15000
<b>DULUC Axel</b>	1000	4500	11250
<b>DUPONT Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>EGLINGER Jerome</b>	1000	4500	11250
<b>ELIE Nicolas</b>	1000	4500	11250
<b>ESCOFFIER Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>EUGENE Alain</b>	1500	7500	15000
<b>FABRE Elise</b>	1500	7500	15000
<b>FABRE Jean-Francois</b>	1500	7500	15000
<b>FERRARI Fabrice</b>	1500	7500	15000
<b>GACHOT Alexis</b>	1000	4500	11250
<b>GIRARD Jerome</b>	1000	4500	11250
<b>GOMEZ Marine</b>	1000	4500	11250
<b>GUTIERREZ Michel</b>	1000	4500	11250
<b>JACQUES Fabrice</b>	1000	4500	11250
<b>JAUNY Jean-Raymond</b>	1000	4500	11250
<b>JOLLY Remy</b>	1000	4500	11250

<b>LABORDE Denis</b>	1500	7500	15000
<b>LANCHANTIN Sylvain</b>	1500	7500	15000
<b>LASSEGUETTE Laurence</b>	3000	10000	30000
<b>LATAPIE Fabrice</b>	1500	7500	15000
<b>LAURENT Lydie</b>	1000	4500	11250
<b>LE GAL Christophe</b>	1000	4500	11250
<b>LE MENER Martine</b>	1000	4500	11250
<b>LOUPS Jerome</b>	1000	4500	11250
<b>LUCAS Isabelle</b>	1000	4500	11250
<b>MARSOLLIER Bertrand</b>	1500	7500	15000
<b>MARTINS Antoine</b>	1000	4500	11250
<b>MENEGON Emmanuelle</b>	1500	7500	15000
<b>MONCASSIN Caroline</b>	1500	7500	15000
<b>OLIVAN Serge</b>	1000	4500	11250
<b>QUESADA Aurelie</b>	1000	4500	11250
<b>RABEAU Christelle</b>	3000	10000	30000
<b>RENARD Bruno</b>	1000	4500	11250
<b>SABOURIN Frederic</b>	1000	4500	11250
<b>SAINTRAIS Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>SAUVAGE Julie</b>	1000	4500	11250
<b>SIMON Julien</b>	1000	4500	11250
<b>SOUVAIRAN Patrick</b>	1000	4500	11250
<b>TRESFIELD Lucile</b>	1500	7500	15000
<b>VALLS Yannick</b>	1000	4500	11250
<b>VANHOOLAND Frederic</b>	1000	4500	11250
<b>VERDIER Thierry</b>	1000	4500	11250
<b>VOGT Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>YOUNIR Kamel</b>	1500	7500	15000
<b>ANSQUER Christelle</b>	3000	10000	30000
<b>COURREGELONGUE Eric</b>	3000	10000	30000
<b>CRUAGNES Cyril</b>	1500	7500	15000
<b>DAUDE Melissa</b>	1000	4500	11250
<b>DUVERGER Maxime</b>	1500	7500	15000
<b>ELISSALDE Mathieu</b>	1000	4500	11250
<b>ESTEFFE Franck</b>	1000	4500	11250
<b>FOURNIER Alexis</b>	1500	7500	15000
<b>GAYRAUD Pierre</b>	3000	10000	30000
<b>GRACIET Manuela</b>	1500	7500	15000
<b>HAMEL Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>HORTA Angeline</b>	1000	4500	11250
<b>INTERING Candice</b>	1000	4500	11250
<b>JACQUEY-CLAUSS Philippe</b>	1000	4500	11250
<b>LAVERGNE Julien</b>	1000	4500	11250

<b>LEICHNER Maylis</b>	1500	7500	15000
<b>MARTEAUX Pierre-Henri</b>	3000	10000	30000
<b>MARTINACHE Melanie</b>	1500	7500	15000
<b>OUSMANE David</b>	1000	4500	11250
<b>PERRIN Franck</b>	1500	7500	15000
<b>PONTALLIER Simon</b>	1000	4500	11250
<b>RICHARD Maxence</b>	1000	4500	11250
<b>SAUBION Florian</b>	1000	4500	11250
<b>SAUVAGE Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>WARMEZ Gaetan</b>	1000	4500	11250
<b>ZITO Coralie</b>	1500	7500	15000
<b>BIDOUARD Laurent</b>	1000	4500	11250
<b>BONIT Jeremy</b>	1000	4500	11250
<b>BRULLON David</b>	3000	10000	30000
<b>CABROL Antoine</b>	1000	4500	11250
<b>CANDAU Christian</b>	3000	10000	30000
<b>CIAMPORCIERO Fabien</b>	1500	7500	15000
<b>COULIS Luc</b>	1000	4500	11250
<b>DAUMAS Nicolas</b>	1000	4500	11250
<b>DE JESUS Guillaume</b>	3000	10000	30000
<b>DOUDARD Samuel</b>	1500	7500	15000
<b>DROPSY Sophie</b>	1500	7500	15000
<b>DUFFAUT Marina</b>	1000	4500	11250
<b>FOURTINE Bernard</b>	1500	7500	15000
<b>GUILLOT Catherine</b>	1000	4500	11250
<b>HASCOET Yves-Laurent</b>	1000	4500	11250
<b>IBARRA Emmanuel</b>	1000	4500	11250
<b>KASPRZAK Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>LAPORTE Sandrine</b>	1500	7500	15000
<b>MAHIOUS Salim</b>	1500	7500	15000
<b>MARTIAL Julia</b>	1000	4500	11250
<b>MENEGON David</b>	1000	4500	11250
<b>MOUGAMADOU Alain</b>	1000	4500	11250
<b>PAINDAVOINE Philippe</b>	1000	4500	11250
<b>PARIS David</b>	1500	7500	15000
<b>PERRIN Hinda</b>	1000	4500	11250
<b>POMIES Julien</b>	1500	7500	15000
<b>SABATHE Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>SALVATORE Jerome</b>	1000	4500	11250
<b>SANSOT Hugo</b>	1500	7500	15000
<b>SAUSSES Beatrice</b>	1500	7500	15000
<b>TOURNEL Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>UHEL Stephanie</b>	1500	7500	15000

<b>VEDRENNE Paul</b>	1500	7500	15000
<b>WALTER Mickael</b>	1500	7500	15000
<b>BURNET Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>CARRE Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>FRANCOIS ETCHETO Chloe</b>	1000	4500	11250
<b>GUILLOT Eric</b>	1500	7500	15000
<b>HOURCASTAGNE Thomas</b>	1500	7500	15000
<b>LABEYRIE Gerard</b>	3000	10000	30000
<b>LAMY Marceau</b>	1000	4500	11250
<b>LATXAGUE Christian</b>	1500	7500	15000
<b>LE FOLL Sebastien</b>	3000	10000	30000
<b>MARY Remi</b>	1000	4500	11250
<b>MILLIER Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>MONLONG Maryse</b>	1000	4500	11250
<b>POVEDA Cedric</b>	1500	7500	15000
<b>TESMOINGT Vincent</b>	1000	4500	11250
<b>VERMEIRE Marie-Anne</b>	1000	4500	11250
<b>VERMEIRE Floriane</b>	1500	7500	15000
<b>VESCHI Jean-Christophe</b>	1000	4500	11250
<b>AUDAP Catherine</b>	5000	15000	45000
<b>CAMGRAND Eric</b>	1500	7500	15000
<b>COUMES Bruno</b>	1000	4500	11250
<b>DAHMANI Amine</b>	1500	7500	15000
<b>HAMANN Frederic</b>	3000	10000	30000
<b>LANGLADE Helene</b>	1500	7500	15000
<b>LARRAMENDY Marie-Pierre</b>	3000	10000	30000
<b>LAUGA Eric</b>	1500	7500	15000
<b>MARCOLIN Christine</b>	1000	4500	11250
<b>MINJOU Alain</b>	1500	7500	15000
<b>NOYES Caroline</b>	1500	7500	15000
<b>OIGNON Virginie</b>	1500	7500	15000
<b>PEREZ Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>ALBA Paul</b>	1500	7500	15000
<b>AUGE Florence</b>	1500	7500	15000
<b>COIGDARRIPPE Marie-Angele</b>	1500	7500	15000
<b>CORREARD Christelle</b>	1000	4500	11250
<b>LONDAIZ Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>MARRIMPOEY CADET Marie-Claude</b>	1500	7500	15000
<b>PAULIEN Regine</b>	1000	4500	11250
<b>PORIEL Alain</b>	3000	10000	30000
<b>RAOUL Jean-Francois</b>	1500	7500	15000
<b>RENAUX Nathalie</b>	5000	15000	45000
<b>CASTELLANO Florian</b>	1500	7500	15000

<b>CAZAUX Ludovic</b>	1000	4500	11250
<b>DEJARDIN Mathieu</b>	1000	4500	11250
<b>DOMONT Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>DORE Jocelyn</b>	1000	4500	11250
<b>GRACIES-INGRAO Jennifer</b>	3000	10000	30000
<b>GROLLEAU Marie-Pierre</b>	1000	4500	11250
<b>LABORDE Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>MAYS Coralie</b>	1000	4500	11250
<b>NUNE Quentin</b>	1500	7500	15000
<b>ROMARY Frederic</b>	1000	4500	11250
<b>SILVESTRE India</b>	1000	4500	11250
<b>ANDRES Patricia</b>	1500	7500	15000
<b>AUGUSTYNIAK Aurelie</b>	1000	4500	11250
<b>BELLEGARDE Laurent</b>	1000	4500	11250
<b>BERNARDI Fabien</b>	1500	7500	15000
<b>BLANCHON Michael</b>	1500	7500	15000
<b>BONHOMME Gregoire</b>	1000	4500	11250
<b>BOURGUET Laurent</b>	1000	4500	11250
<b>CANTELAUBE Marine</b>	1500	7500	15000
<b>DESTOUET Eric</b>	1000	4500	11250
<b>FOURTINE Laurent</b>	1000	4500	11250
<b>GAMBART Constance</b>	1500	7500	15000
<b>GUILLEMET Denis</b>	1000	4500	11250
<b>HELLEU Gwenn</b>	1000	4500	11250
<b>JALLAN Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>LABROY Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>LAHOUE Stephanie</b>	3000	10000	30000
<b>LANNES Guillaume</b>	1000	4500	11250
<b>LELOIR Ludovic</b>	1000	4500	11250
<b>LORENZO Benoit</b>	1000	4500	11250
<b>ORNAT Joaquim</b>	1000	4500	11250
<b>PARNAUD Miguel</b>	1000	4500	11250
<b>PERE Fabien</b>	1000	4500	11250
<b>PUCHEUX Sonia</b>	1500	7500	15000
<b>RICHARD Jennifer</b>	1000	4500	11250
<b>SOLANS Romain</b>	1500	7500	15000
<b>TOXE Jean-Francois</b>	3000	10000	30000
<b>VADELORGE Herve</b>	1000	4500	11250
<b>VALLON Franck</b>	3000	10000	30000
<b>VALTERSPERGER Bruno</b>	1000	4500	11250
<b>CARRESSE Pascale</b>	1000	4500	11250
<b>GROCQ Helene</b>	1500	7500	15000
<b>PAULMIER Laurence</b>	1500	7500	15000

**TRINCARD Laurent**

5000

15000

45000

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (contravention et délit douaniers)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Nom/prénom</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Montant droits et taxes</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
<b>GUREGHIAN Stephane</b>	100000	100000	300000
<b>LEONNEC Didier</b>	10000	15000	300000
<b>BERNARD Bertrand</b>	100000	100000	300000
<b>GOITIA Sylvie</b>	50000	50000	300000
<b>MUGICA Sebastien</b>	50000	50000	300000
<b>MORA Pascal</b>	50000	50000	300000

**Annexe VII à la décision n° 2024/1 du 12 janv. 2024 du directeur régional TANGUY Yann**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
ALLIANCE Laurent	1500	600000
ARPOULET Vincent	1000	600000
BAREIT Aurelien	1000	600000
BEYRIES Christophe	1500	600000
BRETON Jean-Michel	3000	600000
CORNU Jerome	1000	600000
DE BARROS Catherine	1500	600000
DECHAUD Eric	1000	600000
DOLET-FAYET Baptiste	1000	600000
DOUGNAC Jerome	1500	600000
DUFAU Jean-Christophe	3000	600000
DUFAU Sylvie	1500	600000
DULUC Axel	1000	600000
DUPONT Olivier	1500	600000
EGLINGER Jerome	1000	600000
ELIE Nicolas	1000	600000
ESCOFFIER Philippe	1500	600000
EUGENE Alain	1500	600000
FABRE Elise	1500	600000
FABRE Jean-Francois	1500	600000
FERRARI Fabrice	1500	600000
GACHOT Alexis	1000	600000
GIRARD Jerome	1000	600000
GOMEZ Marine	1000	600000
GUTIERREZ Michel	1000	600000
JACQUES Fabrice	1000	600000
JAUNY Jean-Raymond	1000	600000
JOLLY Remy	1000	600000
LABORDE Denis	1500	600000
LANCHANTIN Sylvain	1500	600000
LASSEGUETTE Laurence	3000	600000
LATAPIE Fabrice	1500	600000
LAURENT Lydie	1000	600000
LE GAL Christophe	1000	600000
LE MENER Martine	1000	600000
LOUPS Jerome	1000	600000

<b>LUCAS Isabelle</b>	1000	600000
<b>MARSOLLIER Bertrand</b>	1500	600000
<b>MARTINS Antoine</b>	1000	600000
<b>MENEGON Emmanuelle</b>	1500	600000
<b>MONCASSIN Caroline</b>	1500	600000
<b>OLIVAN Serge</b>	1000	600000
<b>QUESADA Aurelie</b>	1000	600000
<b>RABEAU Christelle</b>	3000	600000
<b>RENARD Bruno</b>	1000	600000
<b>SABOURIN Frederic</b>	1000	600000
<b>SAINTRAIS Stephane</b>	1500	600000
<b>SAUVAGE Julie</b>	1000	600000
<b>SIMON Julien</b>	1000	600000
<b>SOUVAIRAN Patrick</b>	1000	600000
<b>TRESFIELD Lucile</b>	1500	600000
<b>VALLS Yannick</b>	1000	600000
<b>VANHOOLAND Frederic</b>	1000	600000
<b>VERDIER Thierry</b>	1000	600000
<b>VOGT Bruno</b>	1500	600000
<b>YOUNIR Kamel</b>	1500	600000
<b>ANSQUER Christelle</b>	3000	600000
<b>COURREGELONGUE Eric</b>	3000	600000
<b>CRUAGNES Cyril</b>	1500	600000
<b>DAUDE Melissa</b>	1000	600000
<b>DUVERGER Maxime</b>	1500	600000
<b>ELISSALDE Mathieu</b>	1000	600000
<b>ESTEFFE Franck</b>	1000	600000
<b>FOURNIER Alexis</b>	1500	600000
<b>GAYRAUD Pierre</b>	3000	600000
<b>GRACIET Manuela</b>	1500	600000
<b>HAMEL Stephane</b>	1500	600000
<b>HORTA Angeline</b>	1000	600000
<b>INTERING Candice</b>	1000	600000
<b>JACQUEY-CLAUSS Philippe</b>	1000	600000
<b>LAVERGNE Julien</b>	1000	600000
<b>LEICHNER Maylis</b>	1500	600000
<b>MARTEAUX Pierre-Henri</b>	3000	600000
<b>MARTINACHE Melanie</b>	1500	600000
<b>OUSMANE David</b>	1000	600000
<b>PERRIN Franck</b>	1500	600000
<b>PONTALLIER Simon</b>	1000	600000
<b>RICHARD Maxence</b>	1000	600000
<b>SAUBION Florian</b>	1000	600000

<b>SAUVAGE Frederic</b>	1500	600000
<b>WARMEZ Gaetan</b>	1000	600000
<b>ZITO Coralie</b>	1500	600000
<b>BIDOUARD Laurent</b>	1000	600000
<b>BONIT Jeremy</b>	1000	600000
<b>BRULLON David</b>	3000	600000
<b>CABROL Antoine</b>	1000	600000
<b>CANDAU Christian</b>	3000	600000
<b>CIAMPORCIERO Fabien</b>	1500	600000
<b>COULIS Luc</b>	1000	600000
<b>DAUMAS Nicolas</b>	1000	600000
<b>DE JESUS Guillaume</b>	3000	600000
<b>DOUDARD Samuel</b>	1500	600000
<b>DROPSY Sophie</b>	1500	600000
<b>DUFFAUT Marina</b>	1000	600000
<b>FOURTINE Bernard</b>	1500	600000
<b>GUILLOT Catherine</b>	1000	600000
<b>HASCOET Yves-Laurent</b>	1000	600000
<b>IBARRA Emmanuel</b>	1000	600000
<b>KASPRZAK Jerome</b>	1500	600000
<b>LAPORTE Sandrine</b>	1500	600000
<b>MAHIOUS Salim</b>	1500	600000
<b>MARTIAL Julia</b>	1000	600000
<b>MENEGON David</b>	1000	600000
<b>MOUGAMADOU Alain</b>	1000	600000
<b>PAINDAVOINE Philippe</b>	1000	600000
<b>PARIS David</b>	1500	600000
<b>PERRIN Hinda</b>	1000	600000
<b>POMIES Julien</b>	1500	600000
<b>SABATHE Nathalie</b>	1500	600000
<b>SALVATORE Jerome</b>	1000	600000
<b>SANSOT Hugo</b>	1500	600000
<b>SAUSSES Beatrice</b>	1500	600000
<b>TOURNEL Xavier</b>	1500	600000
<b>UHEL Stephanie</b>	1500	600000
<b>VEDRENNE Paul</b>	1500	600000
<b>WALTER Mickael</b>	1500	600000
<b>BURNET Xavier</b>	1500	600000
<b>CARRE Olivier</b>	1500	600000
<b>FRANCOIS ETCHETO Chloe</b>	1000	600000
<b>GUILLOT Eric</b>	1500	600000
<b>HOURCASTAGNE Thomas</b>	1500	600000
<b>LABEYRIE Gerard</b>	3000	600000

<b>LAMY Marceau</b>	1000	600000
<b>LATXAGUE Christian</b>	1500	600000
<b>LE FOLL Sebastien</b>	3000	600000
<b>MARY Remi</b>	1000	600000
<b>MILLIER Sebastien</b>	1500	600000
<b>MONLONG Maryse</b>	1000	600000
<b>POVEDA Cedric</b>	1500	600000
<b>TESMOINGT Vincent</b>	1000	600000
<b>VERMEIRE Floriane</b>	1500	600000
<b>VERMEIRE Marie-Anne</b>	1000	600000
<b>VESCHI Jean-Christophe</b>	1000	600000
<b>AUDAP Catherine</b>	5000	600000
<b>CAMGRAND Eric</b>	1500	600000
<b>COUMES Bruno</b>	1000	600000
<b>DAHMANI Amine</b>	1500	600000
<b>HAMANN Frederic</b>	3000	600000
<b>LANGLADE Helene</b>	1500	600000
<b>LARRAMENDY Marie-Pierre</b>	3000	600000
<b>LAUGA Eric</b>	1500	600000
<b>MARCOLIN Christine</b>	1000	600000
<b>MINJOU Alain</b>	1500	600000
<b>NOYES Caroline</b>	1500	600000
<b>OIGNON Virginie</b>	1500	600000
<b>PEREZ Thierry</b>	1500	600000
<b>ALBA Paul</b>	1500	600000
<b>AUGE Florence</b>	1500	600000
<b>COIGDARRIPPE Marie-Angele</b>	1500	600000
<b>CORREARD Christelle</b>	1000	600000
<b>LONDAIZ Laurent</b>	1500	600000
<b>MARRIMPOEY CADET Marie-Claude</b>	1500	600000
<b>PAULIEN Regine</b>	1000	600000
<b>PORIEL Alain</b>	3000	600000
<b>RAOUL Jean-Francois</b>	1500	600000
<b>RENAUX Nathalie</b>	5000	600000
<b>CASTELLANO Florian</b>	1500	600000
<b>CAZAUX Ludovic</b>	1000	600000
<b>DEJARDIN Mathieu</b>	1000	600000
<b>DOMONT Sebastien</b>	1500	600000
<b>DORE Jocelyn</b>	1000	600000
<b>GRACIES-INGRAO Jennifer</b>	3000	600000
<b>GROLLEAU Marie-Pierre</b>	1000	600000
<b>LABORDE Thierry</b>	1500	600000
<b>MAYS Coralie</b>	1000	600000

<b>NUNE Quentin</b>	1500	600000
<b>ROMARY Frederic</b>	1000	600000
<b>SILVESTRE India</b>	1000	600000
<b>ANDRES Patricia</b>	1500	600000
<b>AUGUSTYNIAK Aurelie</b>	1000	600000
<b>BELLEGARDE Laurent</b>	1000	600000
<b>BERNARDI Fabien</b>	1500	600000
<b>BLANCHON Michael</b>	1500	600000
<b>BONHOMME Gregoire</b>	1000	600000
<b>BOURGUET Laurent</b>	1000	600000
<b>CANTELAUBE Marine</b>	1500	600000
<b>DESTOUET Eric</b>	1000	600000
<b>FOURTINE Laurent</b>	1000	600000
<b>GAMBART Constance</b>	1500	600000
<b>GUILLEMET Denis</b>	1000	600000
<b>HELLEU Gwenn</b>	1000	600000
<b>JALLAN Emmanuel</b>	1500	600000
<b>LABROY Anthony</b>	1500	600000
<b>LAHOUZE Stephanie</b>	3000	600000
<b>LANNES Guillaume</b>	1000	600000
<b>LELOIR Ludovic</b>	1000	600000
<b>LORENZO Benoit</b>	1000	600000
<b>ORNAT Joaquim</b>	1000	600000
<b>PARNAUD Miguel</b>	1000	600000
<b>PERE Fabien</b>	1000	600000
<b>PUCHEUX Sonia</b>	1500	600000
<b>RICHARD Jennifer</b>	1000	600000
<b>SOLANS Romain</b>	1500	600000
<b>TOXE Jean-Francois</b>	3000	600000
<b>VADELORGE Herve</b>	1000	600000
<b>VALLON Franck</b>	3000	600000
<b>VALTERSBERGER Bruno</b>	1000	600000
<b>CARRESSE Pascale</b>	1000	600000
<b>GROCQ Helene</b>	1500	600000
<b>PAULMIER Laurence</b>	1500	600000
<b>TRINCARD Laurent</b>	5000	600000

**Annexe VIII à la décision n° 2024/1 du 12 janv. 2024 du directeur régional TANGUY Yann**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Nom/prénom</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
<b>GUREGHIAN Stephane</b>	100000	600000
<b>BERNARD Bertrand</b>	100000	600000
<b>GOITIA Sylvie</b>	50000	600000
<b>MUGICA Sebastien</b>	50000	600000
<b>MORA Pascal</b>	50000	600000

**Annexe IX à la décision n° 2024/1 du 12 janv. 2024 du directeur régional TANGUY Yann**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

<b>Nom/prénom</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Argent liquide</b>
<b>GUREGHIAN Stephane</b>	100000	300000
<b>LEONNEC Didier</b>	10000	300000
<b>BERNARD Bertrand</b>	100000	300000
<b>GOITIA Sylvie</b>	50000	300000
<b>MUGICA Sebastien</b>	50000	300000
<b>MORA Pascal</b>	50000	300000

**Annexe X à la décision n° 2024/1 du 12 janv. 2024 du directeur régional TANGUY Yann**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

<b>Nom/prénom</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Argent liquide</b>
<b>GUREGHIAN Stephane</b>	100000	300000
<b>LEONNEC Didier</b>	10000	300000
<b>BERNARD Bertrand</b>	100000	300000
<b>GOITIA Sylvie</b>	50000	300000
<b>MUGICA Sebastien</b>	50000	300000
<b>MORA Pascal</b>	50000	300000

BAYONNE, LE 12 JANV. 2024

*DR Bayonne*  
6 RUE ALBERT 1ER CS 40002  
64109 BAYONNE  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : *TANGUY Yann*  
Téléphone : 09 70 27 58 30  
Télécopie : 05 59 31 46 11  
Mél : [dr-bayonne@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-bayonne@douane.finances.gouv.fr)

Version anonymisée de la décision 2024/1 du directeur régional à BAYONNE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;  
Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;  
Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à BORDEAUX CEDEX, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

**Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2024/1 du 12 janv. 2024 du directeur régional  
TANGUY Yann**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
--	----------	--------------	-------	-------------	-----------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2024/1 du 12 janv. 2024 du directeur régional  
TANGUY Yann**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
--	----------	------------	-------	--------	-------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
---	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2024/1 du 12 janv. 2024 du directeur régional  
TANGUY Yann**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Montant droits et taxes</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
<b>Matricule 40445</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 42835</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42920</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42960</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43565</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 43627</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43808</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 44141</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44182</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44193</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44202</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44253</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44432</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44576</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44652</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44804</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44940</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45268</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45314</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 45388</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45552</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45722</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45742</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46065</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46652</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46750</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 46806</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 47419</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 50047</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 50130</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50186</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50390</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50554</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51380</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51450</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51636</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51996</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52240</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52461</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52632</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 52720</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53172</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 53304</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53398</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53441</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53605</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53674</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 53678</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53730</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53904</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54087</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54108</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 54206</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54570</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54604</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54606</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 54788</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 55082</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 55206</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 55310</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 55402</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 55698</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56052</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 56094</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 56150</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 56296</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56372</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 56504</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 57236</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 57280</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 57312</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 57336</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 57350</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 57490</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58126</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58154</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 58438</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 58474</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 58700</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58722</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 58751</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58886</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59038</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59042</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59102</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 59148</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59150</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59196</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59318</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59332</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59456</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59458</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 59500</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59758</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 59762</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 59768</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 59810</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 59832</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 59844</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 59852</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 59952</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59984</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60152</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60172</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 60186</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60266</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 60348</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60355</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60442</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60508</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60644</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 60654</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 60750</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60924</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 60968</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 60990</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61124</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 61168</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 61170</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 61194</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61230</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 61310</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 61326</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 61362</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61564</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61652</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 61674</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 61702</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 61790</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 61822</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 61867</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62048</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62076</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62110</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62126</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62148</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62162</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62166</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62232</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62358</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62394</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62400</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62608</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62664</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62722</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62842</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 62924</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62968</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63160</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63174</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63299</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 63368</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 63392</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 63436</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 63663</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 63772</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 63928</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 63956</b>	1000	4500	8000

<b>Matricule 64096</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 64104</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 64138</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 64256</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 64372</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64430</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64624</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64666</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 64864</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 64956</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 65002</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 65026</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 65039</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65050</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 65298</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65304</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65368</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65568</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 65638</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 65964</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 66006</b>	1000	4500	8000
<b>Matricule 66540</b>	1000	4500	8000

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV« 420D », « 420 », « 421 » (délit douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>Matricule 35732</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 39763</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 39811</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 40445</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 40629</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41267</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 41467</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 41657</b>	5000	15000	45000
<b>Matricule 41827</b>	5000	15000	45000
<b>Matricule 42835</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 42920</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 42960</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 43034</b>	5000	15000	45000
<b>Matricule 43290</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 43565</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 43575</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 43627</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43808</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 44125</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44141</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44182</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 44193</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44253</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44259</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 44297</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 44307</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 44432</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44529</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44569</b>	1000	4500	11250

<b>Matricule 44589</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44652</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 44675</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44804</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44874</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44940</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44975</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 45268</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45314</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 45388</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45552</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45722</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 45742</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 46065</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46279</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 46652</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 46750</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 46806</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46915</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 47419</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 50047</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50110</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50130</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50186</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 50390</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 50473</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50554</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51380</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51450</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51779</b>	5000	15000	45000
<b>Matricule 51821</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51848</b>	5000	15000	45000
<b>Matricule 51996</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52240</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52461</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52632</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 52720</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53172</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 53304</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53398</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 53441</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 53595</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53605</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 53678</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53730</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53904</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54015</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54024</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54087</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 54206</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54412</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54570</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 54604</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 54606</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 54788</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 55082</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 55206</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 55310</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 55402</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 55698</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55809</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 56052</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 56094</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 56150</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 56296</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56372</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 56504</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 57236</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 57280</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 57312</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 57336</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57350</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 57490</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58126</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58154</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 58438</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 58474</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 58700</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58722</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 58751</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58886</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59038</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59042</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59102</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 59148</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59150</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 59196</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59318</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59332</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 59456</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59458</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 59500</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59758</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 59762</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 59768</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 59832</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 59844</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 59852</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 59952</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59984</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60152</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60172</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 60186</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60266</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 60348</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60355</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60442</b>	3000	10000	30000
<b>Matricule 60508</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60644</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 60654</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 60750</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60924</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 60968</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60990</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61124</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 61168</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 61170</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 61194</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61230</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 61310</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 61326</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 61362</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61564</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61652</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 61674</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 61702</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 61790</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 61822</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 61867</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 62048</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62076</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62110</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62126</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62148</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62162</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62166</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62232</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62358</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62394</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62400</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62608</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62664</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62722</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62842</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 62924</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62968</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63160</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63174</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63299</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 63368</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 63392</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 63436</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 63663</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 63772</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 63928</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 63956</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 64096</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 64104</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 64138</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 64256</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 64372</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64430</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64624</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64666</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 64864</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 64956</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 65002</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 65026</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 65039</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65050</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 65298</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65304</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 65368</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65568</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 65638</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 65964</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 66006</b>	1000	4500	11250
<b>Matricule 66540</b>	1000	4500	11250

Version anonymisée de l'Annexe VI à la décision n° 2024/1 du 12 janv. 2024 du directeur régional  
**TANGUY Yann**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (délit douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>Matricule 38982</b>	100000	100000	300000
<b>Matricule 41075</b>	50000	50000	300000
<b>Matricule 42991</b>	50000	50000	300000
<b>Matricule 43034</b>	10000	15000	300000
<b>Matricule 51732</b>	50000	50000	300000
<b>Matricule 52539</b>	100000	100000	300000

Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2024/1 du 12 janv. 2024 du directeur régional  
**TANGUY Yann**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
Matricule 35732	3000	600000
Matricule 39763	1500	600000
Matricule 39811	1500	600000
Matricule 40445	1000	600000
Matricule 40629	1500	600000
Matricule 41267	3000	600000
Matricule 41657	5000	600000
Matricule 41827	5000	600000
Matricule 42835	3000	600000
Matricule 42920	3000	600000
Matricule 42960	3000	600000
Matricule 43565	1000	600000
Matricule 43575	1000	600000
Matricule 43627	1500	600000
Matricule 43808	1000	600000
Matricule 44125	1500	600000
Matricule 44141	1500	600000
Matricule 44182	3000	600000
Matricule 44193	1500	600000
Matricule 44253	1500	600000
Matricule 44259	1000	600000
Matricule 44297	1000	600000
Matricule 44307	1000	600000
Matricule 44432	1500	600000
Matricule 44529	1500	600000
Matricule 44569	1000	600000
Matricule 44589	1500	600000
Matricule 44652	3000	600000
Matricule 44675	1500	600000
Matricule 44804	1500	600000
Matricule 44874	1500	600000

<b>Matricule 44940</b>	1500	600000
<b>Matricule 45268</b>	1500	600000
<b>Matricule 45314</b>	1000	600000
<b>Matricule 45388</b>	1500	600000
<b>Matricule 45552</b>	1500	600000
<b>Matricule 45722</b>	3000	600000
<b>Matricule 45742</b>	3000	600000
<b>Matricule 46065</b>	1500	600000
<b>Matricule 46652</b>	3000	600000
<b>Matricule 46750</b>	1000	600000
<b>Matricule 46806</b>	1500	600000
<b>Matricule 46915</b>	1500	600000
<b>Matricule 47419</b>	1000	600000
<b>Matricule 50047</b>	1500	600000
<b>Matricule 50110</b>	1500	600000
<b>Matricule 50130</b>	1500	600000
<b>Matricule 50186</b>	3000	600000
<b>Matricule 50390</b>	3000	600000
<b>Matricule 50473</b>	1500	600000
<b>Matricule 50554</b>	1500	600000
<b>Matricule 51380</b>	1500	600000
<b>Matricule 51450</b>	1500	600000
<b>Matricule 51821</b>	1500	600000
<b>Matricule 51848</b>	5000	600000
<b>Matricule 51996</b>	1500	600000
<b>Matricule 52240</b>	1500	600000
<b>Matricule 52461</b>	1500	600000
<b>Matricule 52632</b>	1000	600000
<b>Matricule 52720</b>	1500	600000
<b>Matricule 53172</b>	1000	600000
<b>Matricule 53304</b>	1500	600000
<b>Matricule 53398</b>	3000	600000
<b>Matricule 53441</b>	3000	600000
<b>Matricule 53595</b>	1500	600000
<b>Matricule 53605</b>	1500	600000
<b>Matricule 53678</b>	1500	600000
<b>Matricule 53730</b>	1500	600000
<b>Matricule 53904</b>	1500	600000
<b>Matricule 54015</b>	1500	600000
<b>Matricule 54024</b>	1500	600000
<b>Matricule 54087</b>	3000	600000
<b>Matricule 54206</b>	1500	600000
<b>Matricule 54412</b>	1500	600000

<b>Matricule 54570</b>	3000	600000
<b>Matricule 54604</b>	3000	600000
<b>Matricule 54606</b>	1000	600000
<b>Matricule 54788</b>	1000	600000
<b>Matricule 55082</b>	1000	600000
<b>Matricule 55206</b>	1000	600000
<b>Matricule 55310</b>	1000	600000
<b>Matricule 55402</b>	1000	600000
<b>Matricule 55698</b>	1500	600000
<b>Matricule 55809</b>	3000	600000
<b>Matricule 56052</b>	1000	600000
<b>Matricule 56094</b>	1000	600000
<b>Matricule 56150</b>	1000	600000
<b>Matricule 56296</b>	1500	600000
<b>Matricule 56372</b>	1000	600000
<b>Matricule 56504</b>	1000	600000
<b>Matricule 57236</b>	1000	600000
<b>Matricule 57280</b>	1000	600000
<b>Matricule 57312</b>	1000	600000
<b>Matricule 57336</b>	1500	600000
<b>Matricule 57350</b>	1000	600000
<b>Matricule 57490</b>	1500	600000
<b>Matricule 58126</b>	1500	600000
<b>Matricule 58154</b>	1000	600000
<b>Matricule 58438</b>	1000	600000
<b>Matricule 58474</b>	1000	600000
<b>Matricule 58700</b>	1500	600000
<b>Matricule 58722</b>	1000	600000
<b>Matricule 58751</b>	1500	600000
<b>Matricule 58886</b>	1500	600000
<b>Matricule 59038</b>	1500	600000
<b>Matricule 59042</b>	1500	600000
<b>Matricule 59102</b>	1000	600000
<b>Matricule 59148</b>	1500	600000
<b>Matricule 59150</b>	1500	600000
<b>Matricule 59196</b>	1500	600000
<b>Matricule 59318</b>	1500	600000
<b>Matricule 59332</b>	3000	600000
<b>Matricule 59456</b>	1500	600000
<b>Matricule 59458</b>	1000	600000
<b>Matricule 59500</b>	1500	600000
<b>Matricule 59758</b>	1000	600000
<b>Matricule 59762</b>	1000	600000

<b>Matricule 59768</b>	1000	600000
<b>Matricule 59832</b>	1000	600000
<b>Matricule 59844</b>	1000	600000
<b>Matricule 59852</b>	1000	600000
<b>Matricule 59952</b>	1500	600000
<b>Matricule 59984</b>	1500	600000
<b>Matricule 60152</b>	1500	600000
<b>Matricule 60172</b>	1000	600000
<b>Matricule 60186</b>	1500	600000
<b>Matricule 60266</b>	1000	600000
<b>Matricule 60348</b>	1500	600000
<b>Matricule 60355</b>	1500	600000
<b>Matricule 60442</b>	3000	600000
<b>Matricule 60508</b>	1500	600000
<b>Matricule 60644</b>	1000	600000
<b>Matricule 60654</b>	1000	600000
<b>Matricule 60750</b>	1500	600000
<b>Matricule 60924</b>	1000	600000
<b>Matricule 60968</b>	1500	600000
<b>Matricule 60990</b>	1500	600000
<b>Matricule 61124</b>	1000	600000
<b>Matricule 61168</b>	1000	600000
<b>Matricule 61170</b>	1000	600000
<b>Matricule 61194</b>	1500	600000
<b>Matricule 61230</b>	1000	600000
<b>Matricule 61310</b>	1000	600000
<b>Matricule 61326</b>	1000	600000
<b>Matricule 61362</b>	1500	600000
<b>Matricule 61564</b>	1500	600000
<b>Matricule 61652</b>	1000	600000
<b>Matricule 61674</b>	1000	600000
<b>Matricule 61702</b>	1000	600000
<b>Matricule 61790</b>	1000	600000
<b>Matricule 61822</b>	1000	600000
<b>Matricule 61867</b>	1500	600000
<b>Matricule 62048</b>	1000	600000
<b>Matricule 62076</b>	1000	600000
<b>Matricule 62110</b>	1000	600000
<b>Matricule 62126</b>	1000	600000
<b>Matricule 62148</b>	1000	600000
<b>Matricule 62162</b>	1000	600000
<b>Matricule 62166</b>	1000	600000
<b>Matricule 62232</b>	1000	600000

<b>Matricule 62358</b>	1000	600000
<b>Matricule 62394</b>	1000	600000
<b>Matricule 62400</b>	1000	600000
<b>Matricule 62608</b>	1000	600000
<b>Matricule 62664</b>	1000	600000
<b>Matricule 62722</b>	1000	600000
<b>Matricule 62842</b>	1000	600000
<b>Matricule 62924</b>	1500	600000
<b>Matricule 62968</b>	1500	600000
<b>Matricule 63160</b>	1500	600000
<b>Matricule 63174</b>	1500	600000
<b>Matricule 63299</b>	1000	600000
<b>Matricule 63368</b>	1000	600000
<b>Matricule 63392</b>	1000	600000
<b>Matricule 63436</b>	1000	600000
<b>Matricule 63663</b>	1000	600000
<b>Matricule 63772</b>	1000	600000
<b>Matricule 63928</b>	1000	600000
<b>Matricule 63956</b>	1000	600000
<b>Matricule 64096</b>	1000	600000
<b>Matricule 64104</b>	1000	600000
<b>Matricule 64138</b>	1000	600000
<b>Matricule 64256</b>	1000	600000
<b>Matricule 64372</b>	1500	600000
<b>Matricule 64430</b>	1500	600000
<b>Matricule 64624</b>	1500	600000
<b>Matricule 64666</b>	1000	600000
<b>Matricule 64864</b>	1000	600000
<b>Matricule 64956</b>	1000	600000
<b>Matricule 65002</b>	1000	600000
<b>Matricule 65026</b>	1000	600000
<b>Matricule 65039</b>	1500	600000
<b>Matricule 65050</b>	1000	600000
<b>Matricule 65298</b>	1500	600000
<b>Matricule 65304</b>	1500	600000
<b>Matricule 65368</b>	1500	600000
<b>Matricule 65568</b>	1000	600000
<b>Matricule 65638</b>	1000	600000
<b>Matricule 65964</b>	1000	600000
<b>Matricule 66006</b>	1000	600000
<b>Matricule 66540</b>	1000	600000

Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2024/1 du 12 janv. 2024 du directeur régional  
**TANGUY Yann**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>Matricule 38982</b>	100000	600000
<b>Matricule 41075</b>	50000	600000
<b>Matricule 42991</b>	50000	600000
<b>Matricule 51732</b>	50000	600000
<b>Matricule 52539</b>	100000	600000

Version anonymisée de l'Annexe IX à la décision n° 2024/1 du 12 janv. 2024 du directeur régional  
**TANGUY Yann**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe IX reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**Pv « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Argent liquide
<b>Matricule 38982</b>	100000	300000
<b>Matricule 41075</b>	50000	300000
<b>Matricule 42991</b>	50000	300000
<b>Matricule 43034</b>	10000	300000
<b>Matricule 51732</b>	50000	300000
<b>Matricule 52539</b>	100000	300000

Version anonymisée de l'Annexe X à la décision n° 2024/1 du 12 janv. 2024 du directeur régional  
**TANGUY Yann**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe X reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Argent liquide
<b>Matricule 38982</b>	100000	300000
<b>Matricule 41075</b>	50000	300000
<b>Matricule 42991</b>	50000	300000
<b>Matricule 43034</b>	10000	300000
<b>Matricule 51732</b>	50000	300000
<b>Matricule 52539</b>	100000	300000

Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

64-2024-01-30-00003

AP portant habilitation dans le domaine  
funéraire à Mauléon-Licharre



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté, de la Légalité  
Légimité et du Développement Territorial**  
Bureau des élections et de la Réglementation Générale

**ARRETE N°  
PORTANT HABILITATION  
DANS LE DOMAINE FUNERAIRE**

**LE PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2223-19, L.2223-23 à L.2223-25 et R.2223-25 à R.2223-65 ;

**VU** la demande présentée par Madame Maryse Almirantearena, 69 rue de la Navarre à Mauléon (64130) ;

**VU** les pièces du dossier ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

**ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup>** – L'entreprise sise à Mauléon (64130), 69 Rue de la Navarre exploitée par Madame Maryse Almirantearena, gérante, est habilitée pour exercer, sur l'ensemble du territoire, l'activité suivante :

- soins de conservation.

**Article 2** – Le numéro d'habilitation est : **24-64-0192**.

**Article 3** – La durée de la présente habilitation est fixée à : CINQ ANS.

**Article 4** – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des Pyrénées-Atlantiques et notifié à Madame Maryse Almirantearena.

Fait à Pau, le  
Le préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
Direction de la Citoyenneté, de la Légimité  
et du Développement Territorial  
Pierre ABADIE

Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

64-2024-01-30-00005

Arrêté fixant la composition de la commission de  
contrôle des listes électorales de la commune de  
MAZEROLLES



**Arrêté n° 64-2024-  
fixant la composition de la commission de contrôle des listes électorales de la commune de  
MAZEROLLES**

**Le préfet des Pyrénées-Atlantiques  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code électoral et notamment ses articles L. 19 et R. 7 ;

VU la liste des conseillers municipaux pris dans l'ordre du tableau, conformément à l'article L. 19 du code électoral, ayant accepté de participer aux travaux de la commission.

CONSIDERANT la demande de remplacement de Mme Florence MESPLES dit PÉBOSCQ suite à sa démission du conseil municipal ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La composition de la commission de contrôle des listes électorales de la commune de Mazerolles s'établit comme suit :

► Conseillers municipaux appartenant à la liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges au conseil municipal :

- M. Christophe LAYAA-LAULHE
- M. Gilles LARQUE
- Mme Paula DOS SANTOS

► Conseillers municipaux appartenant à la liste n°2 :

- Mme Claire HÉRALD
- M. Cédric BARRAQUE

**Article 2** : L'arrêté préfectoral n° 64-2023-07-27-00010 du 27 juillet 2023 fixant la composition de la commission de contrôle des listes électorales de Mazerolles est abrogé.

**Article 3** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pau, le 30 JAN. 2024

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général,

Martin LESAGE

Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

64-2024-01-30-00004

Arrêté fixant la composition de la commission de  
contrôle des listes électorales de la commune d  
OUSSE



**Arrêté n° 64-2023-  
fixant la composition de la commission de contrôle des listes électorales de la commune d'  
OUSSE**

**Le préfet des Pyrénées-Atlantiques  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite  
Chevalier de la Légion d'Honneur**

VU le code électoral et notamment ses articles L. 19 et R. 7 ;

VU la communication par la commune du nom du conseiller municipal ayant accepté de participer aux travaux de la commission, conformément au IV de l'article L. 19 du code électoral ;

VU l'ordonnance du président du tribunal judiciaire de Pau désignant son délégué au sein de la commission ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La composition de la commission de contrôle des listes électorales de la commune d'Ousse s'établit comme suit :

- Représentant la commune : Mme CMBET Geneviève
- Représentant le tribunal judiciaire : M. BRIAND Jean-Marie
- Représentant l'administration : M. BOYER Serge

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pau, le 30 JAN. 2024

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général,

Martin LESAGE

Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

64-2024-01-26-00005

Arrêté interpréfectoral portant modification des  
statuts du syndicat mixte "IRRIGADOUR"



**Arrêté inter-préfectoral n° PR/DCPPAT/2023/n°742  
portant modification des statuts du syndicat mixte «IRRIGADOUR»**

**La préfète des Landes**  
**Chevalier de la Légion d'honneur**  
**Officier de l'ordre national du Mérite**

**Le préfet du Gers**

**Le préfet des Pyrénées-Atlantiques**  
**Chevalier de la Légion d'honneur**  
**Chevalier de l'ordre national du Mérite**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées**  
**Chevalier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le code général des collectivités territoriales;  
**VU** le décret du 12 janvier 2022 portant nomination de Madame Françoise TAHERI, préfète des Landes ;  
**VU** l'arrêté préfectoral en date du 18 décembre 2012 portant création du Syndicat Mixte Irrigadour ;  
**VU** l'arrêté inter-préfectoral n°PR/DC2PAT/BRCL/2018/n°38 du 5 mars 2018 portant modification des statuts du syndicat mixte « Irrigadour » ;  
**VU** l'arrêté préfectoral n°2023-346-DC2PAT du 24 juillet 2023 donnant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes ;  
**VU** les statuts du syndicat mixte « Irrigadour » et notamment son article 16 ;  
**VU** la délibération n°148-2023 du 15 novembre 2023 du comité syndical du syndicat mixte « Irrigadour » décidant de modifier l'article 5.2 des statuts ;  
**CONSIDÉRANT** que les conditions de majorité requises sont atteintes ;  
**SUR PROPOSITION** des secrétaires généraux des préfectures des Landes, du Gers, des Pyrénées-Atlantiques et des Hautes-Pyrénées ;

**ARRÊTENT :**

**Article 1<sup>er</sup>** : l'article 5.2 des statuts du syndicat mixte « Irrigadour » est modifié comme suit :

« 5.2 : Fonctionnement du comité syndical



Les délibérations du comité syndical sont prises à la majorité qualifiée des deux tiers des suffrages des membres présents ou représentés, sauf dans le cas où les présents statuts ont prévu une règle différente.

***Le comité syndical se réunit au minimum deux fois par an et à chaque fois que le président de l'établissement le juge utile. La réunion de l'établissement peut se tenir en visio-conférence ou en présentiel au siège de l'un des membres de l'établissement ou en tout autre lieu.***

***En outre, le comité syndical peut être convoqué à la demande d'un tiers de ses membres. La convocation indique obligatoirement, la date et l'heure de la réunion, les modalités de réunions, le lieu précis en présentiel ou la salle virtuelle de la réunion, les modalités de connexion, le cas échéant ainsi que l'ensemble des questions portées à l'ordre du jour prescrit par le président de l'établissement. Elle doit être adressée personnellement à tous les délégués du comité syndical. Le président peut décider que l'envoi de la convocation ou de tout autre document nécessaire à la tenue de la réunion du comité syndical peut être faite par voie de mail ou dématérialisée. Dans ce cas, il en informe les délégués en début de mandat.***

***En cas d'empêchement, les délégués ont l'obligation d'informer le président de leur absence.***

***Toute convocation à une réunion du comité syndical est adressée 5 jours francs avant la date de la tenue de la réunion.***

Le comité syndical prend notamment toutes les décisions se rapportant aux opérations suivantes :

- l'élection en son sein du président et du vice-président (un représentant des Chambres d'agriculture et un représentant de l'Institution Adour). Les présidents et vice-président sont également président et vice-présidents des deux commissions selon les modalités fixées dans les articles 8 et 9 ci-après.
- la répartition et les pouvoirs des commissions opérationnelles (gestion) et d'orientation (ressources)
- la définition de la politique générale de la structure
- les règles de fonctionnement administratif, financier et des moyens humains et matériels
- la demande d'autorisation pluri annuelle
- la gestion des litiges à travers une commission spécifique prévue au règlement intérieur
- la contractualisation avec les opérateurs techniques
- le vote du budget
- la désignation des membres de la commission d'appel d'offres.

Dans un objectif de simplification et d'opérationnalité des missions, le comité syndical se dote :

- d'une commission opérationnelle (gestion)
- d'une commission d'orientation (ressource)

Ces commissions sont créées afin de faciliter la gestion et l'accomplissement des missions de l'Organisme Unique, elles disposent de prérogatives définies et limitées fixées dans le règlement intérieur par le comité syndical.

Le comité syndical délibère sur les propositions émises par la commission opérationnelle (gestion) et la commission d'orientation (ressource).

Le comité syndical est chargé de rechercher toute solution amiable aux conflits liés aux missions de l'Organisme Unique tant avec les usagers qu'avec les tiers.

Tout conflit n'ayant pas trouvé de solution amiable sera porté devant le tribunal compétent, le syndicat mixte étant représenté en justice par son président.



Le comité syndical propose la modification des statuts et la dissolution du syndicat dans les conditions prévues aux articles L 5721-7 et L 5721-7-1 du CGCT.

Les séances sont publiques mais le comité syndical peut se réunir à huis clos à la demande d'un tiers des membres présents ou du président. »

Le reste sans changement.

**Article 2** : les statuts modifiés sont annexés au présent arrêté.

**Article 3:**

La secrétaire générale de la préfecture des Landes, le secrétaire général de la préfecture du Gers, le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées, le directeur départemental des finances publiques des Landes, le président du syndicat mixte IRRIGADOUR, le président de l'Institution Adour, les présidents des chambres d'agriculture du Gers, des Landes, des Pyrénées-Atlantiques et des Hautes-Pyrénées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs des services de l'Etat dans les départements des Landes, du Gers, des Pyrénées-Atlantiques et des Hautes-Pyrénées.

Mont de Marsan le, 26 JAN 2024

La préfète,

Pour la préfète,  
la secrétaire générale  
Stéphanie MONTEUIL

Pau

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général,  
Martin LESAGE

Auch

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Jean-Sébastien BOUCARD

Tarbes

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
la Secrétaire Générale

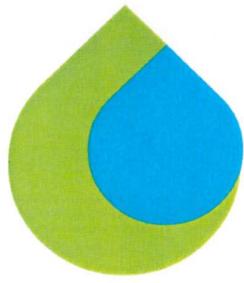
Nathalie  
GUILLOT-JUIN

Dans le délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Madame la préfète des Landes, 26 rue Victor Hugo - 40021 MONT DE MARSAN Cedex ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, place Beauvau - 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux en saisissant le tribunal administratif de Pau, 50 cours Lyautey - BP 543 - 64010 PAU Cedex. Celui-ci peut-être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme du silence de l'administration pendant deux mois.





irrigadour  
gestion de l'eau pour  
l'irrigation agricole

Vu pour être annexé  
à l'arrêté en date de ce jour.

Mont de Marsan, le 26 JAN 2024

La préfète,

Pour la préfète,  
la secrétaire générale  
Stéphanie MONTEUIL

Vu pour être annexé  
à l'arrêté en date de ce jour.

Auch,

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Jean-Sébastien BOUCARD

Vu pour être annexé  
à l'arrêté en date de ce jour.

Pau,

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Martin LESAGE

Vu pour être annexé  
à l'arrêté en date de ce jour.

Tarbes,

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
la Secrétaire Générale

Nathalie  
GUILLOT-JUIN

## SYNDICAT MIXTE OUVERT IRRIGADOUR

Organisme Unique de gestion collective  
des prélèvements d'eau d'irrigation

# STATUTS

Délibération n°148-2023

15 Novembre 2023

Syndicat mixte ouvert IRRIGADOUR – Organisme Unique de gestion collective des prélèvements d'eau d'irrigation  
Annexe Délibération n°148-2023

## Préambule

Reconnaissant

L'importance de préserver le patrimoine commun que représente l'eau d'irrigation agricole, ses ressources et sa gestion,

L'intérêt d'une position commune et d'une gouvernance partagée de l'irrigation agricole avec tous les acteurs sur le bassin de l'Adour,

L'expérience et le savoir-faire des Chambres d'agriculture, notamment au travers des procédures mandataires et d'appui technique aux irrigants,

La connaissance, les compétences et les actions développées par l'Institution Adour dans le domaine de la gestion quantitative et qualitative de l'eau,

La nécessité de travailler ensemble sur un territoire cohérent,

Les Chambres d'agriculture du Gers, des Landes, des Pyrénées Atlantiques et des Hautes Pyrénées et l'Institution Adour, Etablissement Public Territorial de Bassin, ont souhaité porter une candidature commune à la reconnaissance en tant qu'Organisme Unique.

## TITRE I : COMPOSITION – OBJET – DUREE – SIEGE

### Article 1 : Composition du syndicat mixte

En application des dispositions des articles L.5721-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il est créé un syndicat mixte « Organisme Unique de gestion collective des prélèvements d'eau d'irrigation » entre :

- l'Institution Adour, Etablissement Public Territorial de Bassin, représentant les Départements du Gers, des Landes, des Pyrénées Atlantiques et des Hautes Pyrénées
- la Chambre d'agriculture du Gers
- la Chambre d'agriculture des Landes
- la Chambre d'agriculture des Pyrénées Atlantiques
- la Chambre d'agriculture des Hautes Pyrénées

### Article 2 : Objet

#### 2.1 : Missions d'Organisme Unique de Gestion Collective

Le présent syndicat mixte est un Syndicat Mixte Ouvert, il est dénommé « IRRIGADOUR ».

Le présent syndicat a vocation à exercer ses missions **sur le périmètre hydrographique de la Zone de Répartition des eaux (ZRE) du bassin de l'Adour telle que représentée sur le plan annexé**, soit les Unités de Gestion 221, 222, 146, 3, 140, 155, 150, 149, 152, 151, 148, 141, 147 et 142.

Il porte les missions définies aux articles L.211-3, R.211-111 à R.211-117 et R.214-31-1 à R.214-31-5 du Code de l'Environnement.

Les missions de l'Organisme Unique s'exercent dans le respect des compétences propres de ses membres constitutifs, il n'a vocation à prendre en charge que les questions d'irrigation agricole conformément au code de l'environnement.

Ainsi, le Syndicat Mixte est chargé de :

1. **Déposer la demande d'autorisation unique pluriannuelle de tous les prélèvements d'eau pour l'irrigation**, qui lui est délivrée conformément à la procédure prévue par les articles R.214-31-1 à R.214-31-3.
2. **Arrêter chaque année un plan de répartition entre les préleveurs irrigants du volume d'eau dans la limite du volume prélevable autorisé ainsi que les règles pour adapter cette répartition en cas de limitation ou de suspension provisoires des usages de l'eau** en application des articles R.211-66 à R.211-70 ; le plan est présenté au **Préfet pour homologation** selon les modalités prévues par l'article R.214-31-3.
3. **Donner son avis au Préfet sur tout projet de création d'un ouvrage de prélèvement dans le périmètre** ; en l'absence d'avis émis dans le délai d'un mois à compter de la date de sa saisine, l'Organisme Unique est réputé avoir donné un avis favorable.

4. **Transmettre au Préfet avant le 31 janvier un rapport annuel en deux exemplaires, permettant une comparaison entre l'année écoulée et l'année qui la précède** et comprenant notamment :
  - a) Les délibérations de l'Organisme Unique de l'année écoulée,
  - b) Le règlement intérieur de l'Organisme Unique ou ses modifications intervenues au cours de l'année,
  - c) Un comparatif pour chaque irrigant entre les besoins de prélèvements exprimés, le volume alloué et le volume prélevé à chaque point de prélèvement,
  - d) L'examen des contestations formées contre les décisions de l'Organisme Unique,
  - e) Les incidents rencontrés ayant pu porter atteinte à la ressource en eau et les mesures mises en œuvre pour y remédier.
5. Souscrire, s'il le souhaite pour le compte des préleveurs irrigants, la déclaration relative à la redevance à l'Agence de l'Eau pour prélèvement sur la ressource en eau.
6. Collecter, s'il le souhaite, cette redevance et en reverser le produit à l'Agence de l'Eau.
7. Rédiger le règlement intérieur de l'Organisme Unique.
8. Arrêter le plan pluriannuel de répartition et le soumettre au Préfet pour homologation dans les délais fixés par ce dernier.

En application de l'article R.214-31-2 du Code de l'Environnement, le syndicat mixte s'assure de la compatibilité des prélèvements avec les objectifs du Schéma Directeur d'Aménagement de Gestion des Eaux par l'autorisation unique pluriannuelle.

Pour l'accomplissement de ses missions, IRRIGADOUR observe, entre les irrigants, les principes fondamentaux suivants :

- L'équité : entendue comme égalité de traitement à situation égale
- La cohérence de bassin et le respect des équilibres
- Les principes généraux de répartition entre les irrigants
- Une politique claire et transparente d'attribution face aux nouvelles demandes
- Le financement de l'organisme unique par la redevance des irrigants en vertu de l'article R-211-117 du code de l'environnement et les éventuelles subventions des organismes ou collectivités autres que les membres associés ou les Conseils Généraux composant l'EPTB.

## **2.2 : Autres missions du syndicat mixte IRRIGADOUR :**

Considérant la nécessité d'étendre l'objet du syndicat à des actions en lien avec la gestion de l'eau d'irrigation agricole pour le compte des préleveurs-irrigants ou de ses membres, outre les missions réglementaires dévolues aux Organismes Uniques de Gestion Collective, le syndicat est également chargé de :

1. Mener toute action et (ou) réaliser des investissements visant à une meilleure gestion de l'eau sur son périmètre
2. Réaliser à leur demande, des services ou prestations pour le compte de l'un ou plusieurs de ses membres (exemple : gestion de données d'autorisations/prélèvements en vue de leur permettre de collecter leurs redevances, cotisations diverses),
3. Répondre à toute sollicitation externe d'actions ou à des appels à projets,
4. Participer, coordonner ou porter des actions en matière de pilotage et de conseil en irrigation auprès des préleveurs-irrigants,
5. De manière plus générale, de participer et de s'impliquer dans toutes les instances en lien avec la gestion de l'eau agricole.

### **Article 3 : Durée**

---

Le syndicat est constitué pour une durée déterminée liée à son objet et correspondant à l'arrêté préfectoral de désignation de l'Organisme Unique en application de l'article R.211-113 du code de l'environnement, et ne sera dissous qu'en cas de non renouvellement de ses missions.

### **Article 4 : Sièges**

---

Le siège du syndicat est situé à la Maison de l'Agriculture - 55 avenue de Cronstadt - 40005 MONT DE MARSAN CEDEX.

Il pourra être fixé à tout autre endroit par simple décision du comité syndical à la majorité qualifiée des deux tiers des suffrages des membres présents ou représentés.

## TITRE II : ADMINISTRATION - FONCTIONNEMENT

### Article 5 : Le comité syndical

#### 5.1 : Composition du comité syndical

Le comité syndical est composé de représentants des membres du syndicat mixte selon la répartition suivante :

- un administrateur de l'Institution Adour représentant le département du Gers
- un administrateur de l'Institution Adour représentant le département des Landes
- un administrateur de l'Institution Adour représentant le département des Pyrénées Atlantiques
- un administrateur de l'Institution Adour représentant le département des Hautes Pyrénées
- le Président de la Chambre d'agriculture du Gers ou son représentant
- le Président de la Chambre d'agriculture des Landes ou son représentant
- le Président de la Chambre d'agriculture des Pyrénées Atlantiques ou son représentant
- le Président de la Chambre d'agriculture des Hautes Pyrénées ou son représentant

Les représentants au comité syndical sont désignés selon les modalités définies par leurs structures de rattachement pour la durée de leurs mandats respectifs. Chaque structure de rattachement ayant la possibilité de changer à tout moment de représentant.

En cas de vacance de mandats d'un des représentants au comité syndical (décès, démission, etc...) l'organisme concerné dispose d'un délai d'un mois pour désigner un nouveau représentant.

Les fonctions de membres du comité syndical sont exercées à titre gratuit.

#### 5.2 : Fonctionnement du comité syndical

Les délibérations du comité syndical sont prises à la majorité qualifiée des deux tiers des suffrages des membres présents ou représentés, sauf dans le cas où les présents statuts ont prévu une règle différente.

Le comité syndical se réunit au minimum deux fois par an et à chaque fois que le président de l'établissement le juge utile. La réunion de l'établissement peut se tenir en visio-conférence ou en présentiel au siège de l'un des membres de l'établissement ou en tout autre lieu.

En outre, le comité syndical peut être convoqué à la demande d'un tiers de ses membres. La convocation indique obligatoirement, la date et l'heure de la réunion, les modalités de réunions, le lieu précis en présentiel ou la salle virtuelle de la réunion, les modalités de connexion, le cas échéant ainsi que l'ensemble des questions portées à l'ordre du jour prescrit par le président de l'établissement. Elle doit être adressée personnellement à tous les délégués du comité syndical. Le président peut décider que l'envoi de la convocation ou de tout autre document nécessaire à la tenue de la réunion du comité syndical peut être faite par voie de mail ou dématérialisée. Dans ce cas, il en informe les délégués en début de mandat.

En cas d'empêchement, les délégués ont l'obligation d'informer le président de leur absence.

Toute convocation à une réunion du comité syndical est adressée 5 jours francs avant la date de la tenue de la réunion.

Le comité syndical prend notamment toutes les décisions se rapportant aux opérations suivantes :

- l'élection en son sein du président et du vice-président (un représentant des Chambres d'agriculture et un représentant de l'Institution Adour). Les présidents et vice-président sont également président et vice-présidents des deux commissions selon les modalités fixées dans les articles 8 et 9 ci-après.
- la répartition et les pouvoirs des commissions opérationnelles (gestion) et d'orientation (ressources)
- la définition de la politique générale de la structure
- les règles de fonctionnement administratif, financier et des moyens humains et matériels
- la demande d'autorisation pluri annuelle
- la gestion des litiges à travers une commission spécifique prévue au règlement intérieur
- la contractualisation avec les opérateurs techniques
- le vote du budget
- la désignation des membres de la commission d'appel d'offres.

Dans un objectif de simplification et d'opérationnalité des missions, le comité syndical se dote :

- d'une commission opérationnelle (gestion)
- d'une commission d'orientation (ressource)

Ces commissions sont créées afin de faciliter la gestion et l'accomplissement des missions de l'Organisme Unique, elles disposent de prérogatives définies et limitées fixées dans le règlement intérieur par le comité syndical.

Le comité syndical délibère sur les propositions émises par la commission opérationnelle (gestion) et la commission d'orientation (ressource).

Le comité syndical est chargé de rechercher toute solution amiable aux conflits liés aux missions de l'Organisme Unique tant avec les usagers qu'avec les tiers.

Tout conflit n'ayant pas trouvé de solution amiable sera porté devant le tribunal compétent, le syndicat mixte étant représenté en justice par son président.

Le comité syndical propose la modification des statuts et la dissolution du syndicat dans les conditions prévues aux articles L 5721-7 et L 5721-7-1 du CGCT.

Les séances sont publiques mais le comité syndical peut se réunir à huis clos à la demande d'un tiers des membres présents ou du président.

## **Article 6 : Présidence du syndicat**

Le président et le vice-président du syndicat sont élus par le comité syndical en son sein de manière à garantir la représentativité des structures membres du syndicat.

Le président est responsable de la gestion du syndicat et de son administration générale et en est l'exécutif.

Après accord express du vice-président, il arrête et fixe l'ordre du jour des réunions du comité syndical, dirige les débats, contrôle les votes, prépare et exécute les décisions prises.

Après accord express du vice-président, il signe tous les actes nécessaires au fonctionnement du syndicat, il est le chef des services et nomme aux emplois, il est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes.

La durée des mandats du président et du vice-président est déterminée par le règlement intérieur.

Le syndicat est représenté en justice et dans tous les actes de la vie civile par son président.

### **Article 7 : Commission opérationnelle (gestion)**

---

Une commission opérationnelle (gestion) est créée par le comité syndical. Elle est présidée par le président ou le vice-président du comité syndical représentant les Chambres d'agriculture.

Cette commission exerce ses missions dans le cadre et les limites définis par le comité syndical.

Les missions de cette commission opérationnelle sont notamment :

- élaborer un plan de répartition annuel
- mettre en œuvre la collecte estivale et en fin de campagne des volumes consommés
- assurer la représentation du syndicat dans les instances de gestion de l'eau agricole (comités sécheresse, comité de gestion des ouvrages etc...)
- contribuer à élaborer des principes de gestion spécifiques et adaptés aux sous bassins concernés
- élaborer des modalités de gestion par les débits pour les sous bassin Adour Amont et Douze Aval
- procéder à la gestion avec les arrêtés cadres actuels dans l'attente de la création des ouvrages.

Cette commission opérationnelle s'appuiera sur des commissions de sous bassin, afin de faciliter la gestion et l'accomplissement des missions.

La composition, les missions et les modalités de fonctionnement de ces commissions de sous bassins seront définies dans le règlement intérieur, en veillant à l'intégration d'autres acteurs locaux.

### **Article 8 : Commission d'orientation (ressources)**

---

Une commission d'orientation (ressources) est créée par le comité syndical. Elle est présidée par le président ou le vice-président du comité syndical représentant l'Institution Adour.

Cette commission exerce ses missions dans le cadre et les limites définis par le comité syndical.

Les missions de cette commission d'orientation sont notamment :

- Donner un avis sur les projets de création d'ouvrages de prélèvements
- Elaborer le rapport annuel au Préfet
- Assurer le lien avec les organismes extérieurs
- Assurer la compatibilité avec les documents de planification

La composition, les missions et les modalités de fonctionnement de cette commission seront définies dans le règlement intérieur.

### **Article 9 : Moyens**

---

Le syndicat se dote des moyens financiers, matériels et humains nécessaires à l'accomplissement des missions et fonctions qui lui sont dévolues par les statuts et par le comité syndical.

Pour l'exercice de ses compétences, le syndicat mixte peut bénéficier d'une mise à disposition de tout ou partie des services de ses membres. Dans ce cas, une convention sera conclue pour fixer les modalités de cette mise à disposition et les conditions de remboursement par le syndicat des frais de fonctionnement de ce service. Le président du syndicat donnera alors au responsable de ce service les instructions nécessaires à l'exercice de ces tâches.

Des personnels des structures membres peuvent être mis à disposition de l'Organisme Unique pour la quote-part nécessaire à l'accomplissement de leurs missions.

#### **Article 10 : Relation avec les tiers**

---

Conformément aux dispositions de l'article L.5721-5 du CGCT, l'objet du syndicat mixte est poursuivi par tous les moyens et notamment par voie d'exploitation directe ou participations financières dans des entités tierces, par voie de convention ou par la création de régies ou toute autre entité appropriée dans les mêmes conditions que les départements ou les communes.

Les contrats dont l'objet se rapporte à celui du syndicat mixte et liant ses membres avec des tiers à la date d'entrée en vigueur de cette convention continuent à produire leurs effets jusqu'à leurs échéances.

Le comité syndical évalue les impacts éventuels de ces contrats sur ses missions afin de trouver l'équilibre nécessaire à une gestion efficiente.

A échéance des contrats, le comité syndical évalue et donne un avis sur la nécessité de les proroger et les termes de cette prorogation.

## TITRE III : DISPOSITIONS FINANCIERES

### Article 11 : Recettes

---

Conformément aux dispositions des articles L.5722-1 et suivants du CGCT, les recettes du budget du syndicat peuvent comprendre notamment :

- les redevances des préleveurs irrigants en application des dispositions des articles R.211-117-1 et suivants du Code de l'Environnement selon la forme définie par délibération du comité syndical
- les subventions (Agence de l'eau ou autres organismes...)
- les contributions de ses membres (avance remboursable ou toutes autres formes définies dans le règlement intérieur)
- les produits de dons et legs et toutes autres recettes exceptionnelles
- les éventuels investissements : emprunts...

### Articles 12 : Dépenses

---

Le syndicat pourvoira sur son budget à toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement de ses missions telles qu'elles sont définies à l'article 2.

### Article 13 : Trésorier du syndicat

---

Les fonctions de Trésorier du syndicat sont exercées par le receveur désigné par le Préfet sur proposition du Directeur Départemental des Finances Publiques. L'indemnité de conseil du receveur est fixée par délibération du comité syndical.

## TITRE IV : MODIFICATIONS STATUTAIRES

### **Article 14 : Extension, modification ou réduction de l'objet du syndicat**

Le syndicat peut à tout moment étendre son objet à d'autres domaines de compétences présentant une utilité pour chacun de ses membres. Il peut également le réduire.

La modification de l'objet du syndicat peut être proposée sur l'initiative du comité syndical ou de l'un des membres du syndicat.

La modification de l'objet du syndicat est soumise à l'accord du comité syndical à la majorité qualifiée des deux tiers des suffrages des membres présents ou représentés.

### **Article 15 : Adhésion et retrait du syndicat**

De nouveaux membres pourront être admis à faire partie du syndicat à la majorité qualifiée des deux tiers du comité syndical.

Un membre peut être autorisé à se retirer du syndicat par accord du comité syndical à la majorité qualifiée des deux tiers des suffrages des membres présents ou représentés. Les conséquences matérielles des retraits (sort des biens mis à disposition du syndicat ou acquis par ce dernier) sont soumises aux articles L.5721-6-2 et L.5211-25-1 du CGCT.

### **Article 16 : Autres modifications statutaires**

Toutes les décisions, proposées à l'initiative d'un membre du syndicat autres que celles relatives au retrait, à l'extension ou la réduction de l'objet du syndicat, sont prises à la majorité qualifiée des deux tiers des suffrages des membres présents ou représentés.

### **Article 17 : Dissolution**

La dissolution du syndicat mixte intervient en application des articles L 5721-7 et L 5721-7-1 du CGCT ou sur décision du préfet application de l'article R.211-116 et R.211-117 du Code de l'Environnement et en cas de non renouvellement de ses missions.

### **Article 18 : Dispositions diverses**

Pour toute question relative au fonctionnement du syndicat mixte non prévue par les présents statuts, le règlement intérieur ou aux dispositions des articles L.5721-1 à 7 du CGCT, il sera fait application des articles L.5212-1 et suivants du CGCT concernant les syndicats intercommunaux sous réserve des règles particulières à l'Organisme Unique prévu au Code de l'Environnement.

Les présents statuts sont annexés aux délibérations des assemblées des structures membres décidant de la création du syndicat.



Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

64-2024-01-30-00007

Arrêté modificatif de l'arrêté du 28 août 2023  
fixant la répartition des électeurs en bureaux de  
vote pour les élections politiques  
(période du 1er janvier 2024 au 31 décembre  
2024) - Commune de DENGUIN



**Arrêté modificatif de l'arrêté du 28 août 2023 fixant la répartition des électeurs en  
bureaux de vote pour les élections politiques  
(période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024)  
Commune de DENGUIN**

**Le préfet des Pyrénées-Atlantiques**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code électoral et notamment ses articles L.17 et R.40 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 août 2023 fixant la répartition des électeurs en bureaux de vote pour les élections politiques ;

Considérant la demande du maire de Denguin en date du 26 janvier août 2024 de déplacer le bureau de vote unique situé à la mairie, la salle étant devenue trop exigüe ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées Atlantiques,

**ARRÊTE**

**Article premier :** L'article 3 de l'arrêté susvisé est modifié, pour la commune de Denguin, comme suit : le bureau de vote unique de la commune est transféré définitivement à la salle multi-loisirs, située route du stade.

**Article 2 :** Le maire de Denguin prend toutes dispositions pour assurer l'information des électeurs notamment sur le lieu de l'ancien bureau de vote.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture ainsi que monsieur le maire de Denguin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dès réception en mairie et sur les panneaux réservés à l'affichage administratif.

Pau, le 30 JAN. 2024

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général.

Martin LESAGE

Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

64-2024-01-26-00004

Arrêté préfectoral portant transfert du siège  
social du SIAMS de la vallée d'Aspe



**Arrêté préfectoral n° 64-2024-01-26-00004  
portant transfert du siège social  
du syndicat intercommunal d'aide matérielle à la scolarisation en vallée d'Aspe**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-20 ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les départements modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 ;

**VU** le décret du 5 octobre 2022 portant nomination de M. Julien CHARLES, Préfet des Pyrénées-Atlantiques ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 8 février 1995 portant création du syndicat intercommunal d'aide matérielle à la scolarisation en vallée d'Aspe ;

**VU** les arrêtés successifs ;

**VU** la délibération en date du 24 octobre 2023 du comité syndical du syndicat intercommunal d'aide matérielle à la scolarisation en vallée d'Aspe se prononçant favorablement sur le transfert du siège social du syndicat ;

**VU** les délibérations concordantes des conseils municipaux des quatre communes membres approuvant la modification de l'article 3 des statuts du syndicat intercommunal d'aide matérielle à la scolarisation en vallée d'Aspe ;

**VU** l'avis de Madame la Sous-préfète d'Oloron-Sainte-Marie en date du 22 janvier 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions de majorité définies à l'article L.5211-20 du code général des collectivités territoriales sont atteintes ;

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

## **ARRÊTE**

**Article premier** : L'article 3 des statuts du syndicat intercommunal d'aide matérielle à la scolarisation en vallée d'Aspe est modifié comme suit :

*« article 3 : Le siège du SIAMS est sis à la mairie de CETTE-EYGUN. Le comité syndical ou le bureau peuvent se réunir dans une mairie d'une commune adhérente. ».*

1/2

Le reste sans changement.

**Article 2** : Les nouveaux statuts du syndicat intercommunal sont annexés au présent arrêté.

**Article 3** : Le Secrétaire général de la préfecture, la Sous-préfète d'Oloron-Sainte-Marie, le Directeur départemental des finances publiques, la présidente du syndicat intercommunal d'aide matérielle à la scolarisation en vallée d'Aspe, les maires des communes intéressées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et des informations de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

Pau, le **26 JAN. 2024**

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général,

Martin LESAGE

Annexe : statuts

Dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, 2 rue Maréchal Joffre – 64021 PAU CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, place Beauvau – 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif, Cours Lyautey, Villa Noullobos – 64010 PAU CEDEX.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme du silence de l'administration pendant deux mois.

2/2

2, rue du Maréchal Joffre – 64 021 PAU CEDEX  
Tél. (standard) : 05 59 98 24 24 - [www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr)



## **STATUTS**

**Article 1<sup>er</sup>** : en application des articles L5212-1 à L5212-34 du Code Général des collectivités territoriales relatifs aux syndicats de communes, il est poursuivi entre les communes de Borce, Cette-Eygun, Etsaut et Urdos un syndicat qui garde la dénomination de Syndicat Intercommunal d'Aide Matérielle à la Scolarisation de la Vallée d'Aspe.

**Article 2** : Le Syndicat a pour objet l'aide matérielle au fonctionnement du regroupement pédagogique de la haute Vallée d'Aspe regroupant les communes de Borce, Cette-Eygun, Etsaut et Urdos.

- Par l'organisation et la mise en place du transport scolaire par un véhicule appartenant au SIAMS et par délégation du Conseil Régional. Organisateur de second rang en régie (AO2).
- Par l'organisation du service de restauration, soit par cantine, soit par prestataire privé ou associatif.
- Par la prise en charge des frais de fonctionnement des classes formant le regroupement pédagogique (dépenses de fonctionnement et d'investissement).
- Par la prise en charge et l'organisation du temps de travail des personnels, ATSEM, Agent d'entretien, garderie et cantine, et du chauffeur du bus du ramassage scolaire.

**Article 3** : Le siège du SIAMS est sis à la mairie de CETTE-EYGUN. Le comité syndical ou le bureau peuvent se réunir dans une mairie d'une commune adhérente.

**Article 4** : Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

**Article 5** : Le Comité est composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes associées. Chaque commune est représentée par deux délégués titulaires, plus un délégué suppléant.

**Article 6** : Le bureau est composé d'un membre de chaque commune formant le syndicat, soit quatre membres dont un président et un vice-président.

**Article 7** : Dépenses relatives au regroupement pédagogique.

Les dépenses seront réparties de la façon suivante :

- **Dépenses de fonctionnement** : la moitié à 4 parts égales et l'autre moitié au prorata du nombre d'élèves de chaque commune au 1<sup>er</sup> janvier de l'année budgétaire.

- **Dépenses d'investissement** :

- Bâtiments dédiés au scolaire : Maître d'ouvrage la Commune d'Etsaut.

Prise en charge 50 % du hors taxe par la commune d'Etsaut, et 50 % du hors taxe par les communes de Borce, Cette-Eygun, Etsaut et Urdos en 3 parts égales.

Bénéficiaire FCTVA commune d'Etsaut.

- Acquisitions de matériel/de mobilier/etc... Maître d'ouvrage SIAMS

Les dépenses seront réparties 50 % en 4 parts égales et 50 % au prorata du nombre d'élèves par commune au 1<sup>er</sup> janvier de l'année budgétaire.

Bénéficiaire FCTVA SIAMS

**Vu pour être annexé à l'arrêté  
en date de ce jour**

En ce qui concerne le bus scolaire, remboursement à part égale entre les 4 communes.

**PAU, le 26 JAN. 2024**

**Article 8** : Les fonctions de receveur seront assurées par le trésorier de Bedous.

**Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général,**

**Martin LESAGE**

Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

64-2024-01-30-00008

AP de DUP

CAPBP: Projet aménagement de terrains  
familiaux pour l'accueil des gens du voyage sur la  
commune de Jurançon



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général aux affaires départementales  
Bureau de l'aménagement de l'espace**

**Arrêté n° 24-05 portant déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement  
de terrains familiaux pour l'accueil de gens du voyage sur la commune de  
Juranton**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'expropriation ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 05 octobre 2022 nommant M. Julien CHARLES, préfet du département des Pyrénées-atlantiques ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2023 donnant délégation de signature à M. Martin LESAGE, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

**VU** la décision du 23 mars 2023 par laquelle le président de la communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées (CAPBP) a approuvé le dossier du projet susvisé et demandé l'ouverture d'une enquête publique ;

**VU** les pièces du dossier établi par la CAPBP en vue de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de ce projet et de l'enquête parcellaire relative à la délimitation des terrains à acquérir en vue de la réalisation de cette opération ;

**VU** les arrêtés préfectoraux des 26 juillet 2023 et 4 septembre 2023 prescrivant l'ouverture et la prolongation de cette enquête ;

**VU** le rapport, les conclusions et les avis favorables assortis d'une réserve et d'une recommandation du commissaire enquêteur en date du 25 octobre 2023 ;

**VU** la délibération du conseil communautaire de la CAPBP du 21 décembre 2023 justifiant l'utilité publique de cette opération, levant la réserve, prenant en compte la recommandation émise par le commissaire enquêteur et par laquelle il sollicite la prise de l'arrêté déclarant l'opération d'utilité publique ;

**VU** le plan de situation et le plan général des travaux ci-annexés ;

**SUR** proposition de M. le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-atlantiques ;

**ARRÊTE**

2, rue du Maréchal Joffre – 64 021 PAU CEDEX  
Tél. (standard) : 05 59 98 24 24 - [www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr)

**Article 1er** : Est déclaré d'utilité publique le projet d'aménagement de terrains familiaux pour l'accueil de gens du voyage sur la commune de Jurançon.

**Article 2** : La communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées, bénéficiaire de l'expropriation, est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les biens immobiliers nécessaires à la réalisation de l'opération envisagée, telle qu'elle résulte des documents annexés au présent arrêté.

**Article 3** : Les expropriations éventuellement nécessaires devront être accomplies dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

**Article 4** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois courant à compter de la date de sa publication :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-atlantiques ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau.

Le tribunal administratif peut être saisi via l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5** : Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le président de la communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées et le maire de Jurançon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat et dont un extrait sera inséré dans un journal du département.

Pau, le **30 JAN. 2024**

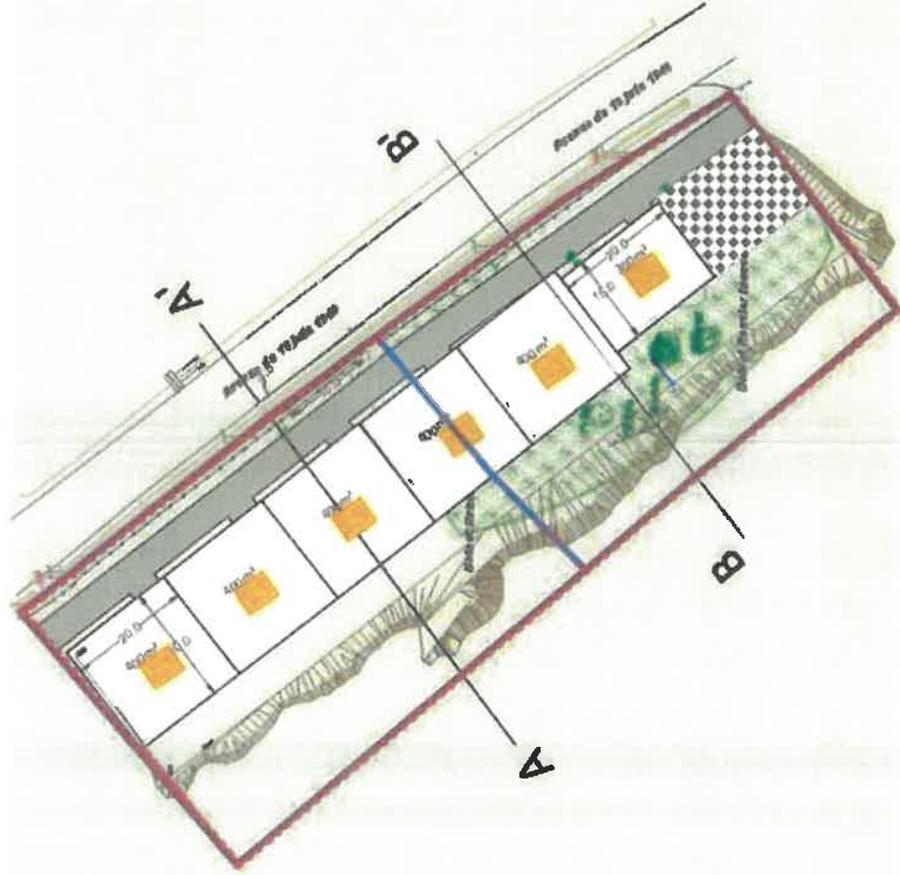
LE PREFET,

Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général,

Martin LESAGE

## Projet de création de terrains familiaux pour l'accueil de Gens du Voyage – option A

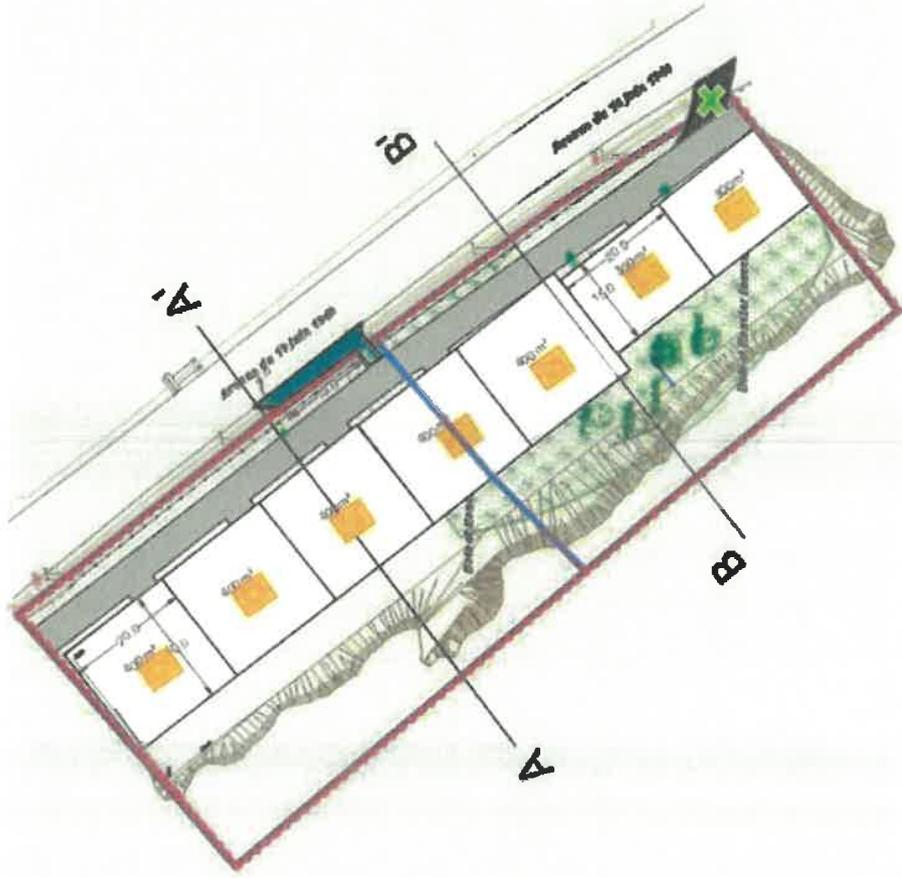
-  Périmètre de la DUP (≈0,7ha)
-  Limite cadastrale
-  Module de vie (≈ 30m<sup>2</sup>SP)
-  Voie d'accès
-  Terrain familial (entre 300m<sup>2</sup> et 400m<sup>2</sup>)
-  Aire de retournement



Annexe à arrêté n°24-05 du 30 janvier 2024

## Projet de création de terrains familiaux pour l'accueil de Gens du Voyage – option B

-  Périimètre de la DUP (≈0,7ha)
-  Limite cadastrale
-  Module de vie (≈ 30m<sup>2</sup>SP)
-  Voie d'accès
-  Terrain familial (entre 300m<sup>2</sup> et 400m<sup>2</sup>)
-  Aire de présentation pour la collecte des déchets
-  Sortie sécurisée par un dispositif dédié exclusivement au SDIS



## Plan de situation

— Limite communale

★ Localisation du projet



Annexe à arrêté n°24-05 du 30 janvier 2024

Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

64-2024-01-23-00014

AP portant interdiction de sortie à l'échangeur  
n°1 sur l'autoroute A63 pour les poids-lourds  
dans le sens France-Espagne



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

**Arrêté préfectoral  
portant interdiction de sortie à l'échangeur N°1 sur l'autoroute A63 pour les poids-  
lourds dans le sens Espagne/France**

**Le PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le Code de la Route

**VU** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets ; à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière ainsi que les textes qui l'ont modifié ou complété,

**VU** l'arrêté n°2005-357-2 portant constat du transfert de routes nationales au Conseil départemental des Pyrénées Atlantiques,

**VU** la circulaire du 28 décembre 2011, relative à la gestion de la circulation routière et au traitement des situations de crise dans la nouvelle configuration routière,

**VU** le plan de coupure de l'A63 approuvé le 27 janvier 2009,

**VU** les manifestations des agriculteurs de ce mardi 23 janvier 2024,

**CONSIDÉRANT** qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de l'autoroute A63,

**Sur proposition** du directeur départemental des territoires et de la mer,

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Compte tenu des manifestations des agriculteurs, la sortie de l'échangeur N°1 sur l'autoroute A63 dans le sens Espagne/France est interdite aux poids-lourds à compter de ce mardi 24 janvier 2024, 09h45, et ce jusqu'à la fin de l'événement.

**Article 2 :** Les modalités de circulation décrites dans la mesure indiquée à l'article 1 du présent arrêté ne s'appliquent pas :

- aux véhicules de secours,
- aux véhicules de gendarmerie,
- aux véhicules de police,
- aux véhicules de l'exploitant ASF.

Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques  
Cité administrative – boulevard Tourasse – CS 57577 – 64032 PAU CEDEX  
Tél. (standard) : 05 59 80 86 00  
[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr)

1 / 3

**Article 3 :** La pré-signalisation et les limites de prescriptions seront indiquées par signaux réglementaires conformes à la signalisation des routes. La mise en place, le maintien et l'entretien de la signalisation relatives à la fermeture de la sortie N°1 sur l'autoroute A63 dans le sens Espagne/France pour les poids-lourds sont à la charge et sous la responsabilité de la société des ASF. La mise en place, le maintien et l'entretien de la signalisation de prescriptions et de déviations sont à la charge et sous la responsabilité conjointe du Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques et des ASF.

**Article 4 :** Les dispositions définies par le présent arrêté seront levées sur avis du gestionnaire autoroutier ASF et des forces de l'ordre dès la fin de l'événement.

**Article 5 :** Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlement en vigueur.

**Article 6 :** Copie du présent arrêté sera adressée pour information à:

- Monsieur le Préfet de la zone de défense et de sécurité du Sud-Ouest,
- Madame la Préfète des Landes
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Pyrénées-Atlantiques,
- DREAL de zone Aquitaine,
- Syndicat des transporteurs routiers des Pays de l'Adour,
- Service Départemental d'Incendie et de Secours des Pyrénées-Atlantiques,
- Mairie de Bayonne
- Cellule Ministérielle de veille Opérationnelle et d'Alerte (CMVOA).

**Article 7 :**

- Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques,
- Monsieur le Sous-Préfet de Bayonne
- Monsieur le Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie des Pyrénées-Atlantiques,
- Madame la Directrice Régionale de l'Exploitation des ASF à Biarritz,
- Monsieur le Directeur du Centre de contrôle trafic (CCT) des ASF à Vedène,
- Monsieur le Directeur des infrastructures départementales du Conseil Départemental des Pyrénées-Atlantiques,
- Monsieur le directeur de la DIR de Zone,
- Monsieur le directeur départemental de la Sécurité Publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pau, le 23/01/2024

Le Préfet



Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques  
Cité administrative – boulevard Tourasse – CS 57577 – 64032 PAU CEDEX  
Tél. (standard) : 05 59 80 86 00  
[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr)

2 / 3

Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques  
Cité administrative – boulevard Tourasse – CS 57577 – 64032 PAU CEDEX  
Tél. (standard) : 05 59 80 86 00  
[www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr)

3 / 3



Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

64-2024-01-30-00006

AP portant modification de la composition du  
CSA



**Arrêté n°64-2023-01-  
modifiant l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2022** portant désignation des membres  
du comité social d'administration de proximité commun  
de la Préfecture et du SGCD des Pyrénées-Atlantiques (64)

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES**  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'État ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2022 instituant des comités sociaux d'administration au sein des ministères de l'intérieur et des outre-mer ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2022 portant constitution du comité social d'administration de proximité commun de la Préfecture et du SGCD des Pyrénées-Atlantiques (64) ;

Vu le mail du syndicat FO en date du 16 janvier 2024 ;

Vu le mail du syndicat SAPACMI en date du 18 janvier 2024 ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

#### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : l'article de l'arrêté n°64-2022-12-22-00002 du 22 décembre 2022 est modifié comme suit :

Représentants du personnel :

- membres titulaires : Vincent BERNAL, UATS/UNSA  
Marie-Pierre LESCOUTE, UATS/UNSA  
Daniel LAVERGNE, UATS/UNSA  
Vincent STAINCQ, SAPACMI  
Chantal NATHIE, SAPACMI  
Maud HARMAND, FO préfectures et des services du ministère de l'intérieur

- membres suppléants : Eric FLORENS, UATS/UNSA  
Angélique DEBAS, UATS/UNSA  
Brigitte FIORITO, UATS/UNSA  
Virginie RIOU, SAPACMI  
Suzy MAMERI, SAPACMI  
LACAU Michel, FO préfectures et des services du ministère de l'intérieur

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des Pyrénées-Atlantiques.

Fait à Pau, le **30 JAN. 2024**

Le Préfet,

Julien CHARLES

Sous-préfecture d'Oloron Sainte Marie

64-2024-01-30-00002

Arrêté fixant la composition de la commission de  
contrôle des listes électorales de la commune  
d'Aste-Béon

**Arrêté n°**

**fixant la composition de la commission de contrôle des listes électorales de la commune d'ASTE-BEON**

**Le préfet des Pyrénées-Atlantiques  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code électoral et notamment ses articles L. 19 et R. 7 ;

**VU** la communication par la commune du nom du conseiller municipal ayant accepté de participer aux travaux de la commission, conformément au IV de l'article L. 19 du code électoral ;

**VU** l'ordonnance du président du tribunal judiciaire de Pau désignant son délégué au sein de la commission ;

Sur proposition de la sous-préfète d'Oloron-Sainte-Marie,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La composition de la commission de contrôle des listes électorales de la commune d'Aste-Béon s'établit comme suit :

- Représentant la commune : - Mme. Coralie MAYSOUNABE,
- Représentant le tribunal judiciaire : - Mme. Alice LAVIGNE, titulaire,  
- Mme. Marie-Noëlle CAMPAGNE-LAVIGNE, suppléante,
- Représentant l'administration : - M. Jean-Claude DOUMECQ, titulaire,  
- Mme. Yvette LAVIGNE, suppléante.

**Article 2**: l'arrêté n° 64-2023-10-17-00003 est abrogé.

**Article 3**: La sous-préfète d'Oloron Sainte Marie est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Oloron-Sainte-Marie, le

**30 JAN. 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
la sous-préfète



Marion Aoustin-Roth

Sous-préfecture d'Oloron Sainte Marie

64-2024-01-31-00001

Arrêté fixant la composition de la commission de  
contrôle des listes électorales de la commune de  
Gestas

**Arrêté n°**

**fixant la composition de la commission de contrôle des listes électorales de la commune de GESTAS**

**Le préfet des Pyrénées-Atlantiques  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code électoral et notamment ses articles L. 19 et R. 7 ;

**VU** la communication par la commune du nom du conseiller municipal ayant accepté de participer aux travaux de la commission, conformément au IV de l'article L. 19 du code électoral ;

**VU** l'ordonnance du président du tribunal judiciaire de Pau désignant son délégué au sein de la commission ;

Sur proposition de la sous-préfète d'Oloron-Sainte-Marie,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La composition de la commission de contrôle des listes électorales de la commune de Gestas s'établit comme suit :

- Représentant la commune : - Mme. Laure CASTERA, titulaire,  
- Mme. Georgette BORDENAVE, suppléante,
- Représentant le tribunal judiciaire : - M. Damien LAGARONNE, titulaire,  
- Mme. Manon VERGE, suppléante,
- Représentant l'administration : - Mme. Véronique LAMBERT née LANGE, titulaire,  
- M. Pierre BETBEDER, suppléant.

**Article 2** : La sous-préfète d'Oloron Sainte Marie est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Oloron-Sainte-Marie, le

**31 JAN. 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
la sous-préfète



Marion Aoustin-Roth

Sous-préfecture d'Oloron Sainte Marie

64-2024-01-31-00002

Arrêté fixant la composition de la commission de  
contrôle des listes électorales de la commune de  
Licq-Atherey



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Sous-préfecture d'Oloron-Sainte-Marie**

**Arrêté n°  
fixant la composition de la commission de contrôle des listes électorales de la commune de  
LICQ-ATHEREY**

**Le préfet des Pyrénées-Atlantiques  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code électoral et notamment ses articles L. 19 et R. 7 ;

**VU** la communication par la commune du nom du conseiller municipal ayant accepté de participer aux travaux de la commission, conformément au IV de l'article L. 19 du code électoral ;

**VU** l'ordonnance du président du tribunal judiciaire de Pau désignant son délégué au sein de la commission ;

Sur proposition de la sous-préfète d'Oloron-Sainte-Marie,

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La composition de la commission de contrôle des listes électorales de la commune de Licq-Atherey s'établit comme suit :

- Représentant la commune : - M. Olivier BARTAK,
- Représentant le tribunal judiciaire : - M. Bernard CAZANAVE,
- Représentant l'administration : - Mme. Christelle BURGUBURU.

**Article 2** : La sous-préfète d'Oloron Sainte Marie est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Oloron-Sainte-Marie, le **31 JAN. 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
la sous-préfète

Marion Aoustin-Roth

Sous-préfecture d'Oloron-Sainte-Marie  
7, rue de la poste-BP 140- 64404 Oloron-Sainte-Marie CEDEX  
Tél. (standard) : 05 40 17 28 88 - [www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr](http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr)

Sous-Préfecture de Bayonne

64-2024-01-29-00001

Arrêté préfectoral portant composition de la  
commission de contrôle des listes électorales de  
la commune de Beyrie-sur-Joyeuse

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

**N° 64-2024-01-**

**portant composition de la commission de contrôle des listes électorales  
de la commune de Beyrie-sur-Joyeuse**

**Le préfet des Pyrénées-Atlantiques  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le code électoral, et notamment ses articles L.19 et R.7 ;

**VU** le décret du 26 janvier 2023 portant nomination de Monsieur Fabrice ROSAY comme sous-préfet de Bayonne ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2023-10-02-00011 du 2 octobre 2023 donnant délégation de signature à Monsieur Fabrice ROSAY, sous-préfet de Bayonne, au secrétaire général et aux chefs de bureau de la sous-préfecture de Bayonne ;

**VU** l'arrêté n° 64-2024-01-24-00003 du 24 janvier 2024 portant composition de la commission de contrôle des listes électorales de la commune de Beyrie-sur-Joyeuse ;

**VU** la communication par la commune du nom du conseiller municipal ayant accepté de participer aux travaux de la commission conformément au VII de l'article L.19 du code électoral ;

**VU** l'ordonnance de la présidente du tribunal judiciaire de Bayonne désignant son délégué au sein de la commission ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de rectifier des erreurs matérielles de rédaction contenues dans l'arrêté n° 64-2024-01-24-00003 du 24 janvier 2024 ;

**SUR** la proposition du secrétaire général par intérim de la sous-préfecture de Bayonne ;

**ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup>** - La commission de contrôle des listes électorales de la commune de Beyrie-sur-Joyeuse est composée des personnes dont les noms suivent :

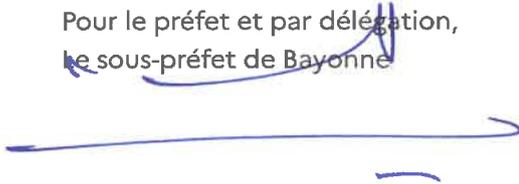
- représentant la commune : Madame Sylvie LANNEMAYOU,
- représentant le tribunal judiciaire : Monsieur Lionel MOREVE (titulaire) et Monsieur Michel OYHENART (suppléant),
- représentant l'administration : Monsieur Arnaud NARBAITS JAUREGUY (titulaire) et Monsieur Jean-Claude MAINTENU (suppléant).

**Article 2** - L'arrêté n° 64-2024-01-24-00003 du 24 janvier 2024 portant composition de la commission de contrôle des listes électorales de la commune de Beyrie-sur-Joyeuse est abrogé à la date de publication du présent arrêté.

**Article 3** - Le secrétaire général de la sous-préfecture de Bayonne est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Bayonne, le 29 janvier 2024

Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Bayonne



Fabrice ROSAY